



**PRÉFET  
DU NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture du Nord**

Secrétariat général  
Direction de la coordination  
des politiques interministérielles  
Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement  
Réf : DCPI-BICPE/CML

**Arrêté préfectoral imposant des prescriptions complémentaires à la société REFRESCO FRANCE  
pour la poursuite de l'exploitation de son installation à LE QUESNOY**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur  
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 mai 2016 accordant à la SAS REFRESCO FRANCE l'autorisation de construire et d'exploiter une usine d'embouteillage de boissons rafraîchissantes sans alcool à LE QUESNOY ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 mai 2019 prorogeant d'un an le délai de 3 ans prévu à l'article R. 181-48 du code de l'environnement accordé à la société REFRESCO suite à l'obtention de son arrêté préfectoral d'autorisation du 26 mai 2016 concernant son établissement situé sur la commune de LE QUESNOY ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 mai 2021 imposant des prescriptions complémentaires à la société REFRESCO France concernant son installation d'embouteillage de boissons rafraîchissantes sans alcool sur la commune de LE QUESNOY ;

Vu l'arrêté préfectoral imposant à la société REFRESCO FRANCE des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à LE QUESNOY du 16 décembre 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu la demande présentée le 26 juin 2015 complétée le 28 août 2015 par la SAS REFRESCO FRANCE, dont le siège social est 2885 route de Pangons 26260 MARGES, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une usine d'embouteillage de boissons rafraîchissantes sans alcool sur le territoire de la commune de LE QUESNOY, sise chemin du vivier à Prêtes – ZAE des prés du Roy ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance de modification de l'installation reçu en préfecture du Nord le 20 décembre 2020 ;

Vu la demande de compléments adressée par l'inspection des installations classées à l'exploitant le 19 octobre 2021 ;

Vu le dossier complété par l'exploitant le 13 juillet 2022 puis de nouveau complété le 13 décembre 2022 et le 23 mars 2023 ;

Vu l'avis favorable sous réserve de respecter les prescriptions émises par le SDIS en date du 7 octobre 2022 ;

Vu le rapport du 22 juin 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport du 22 juin 2023 et le projet d'arrêté préfectoral envoyé à l'exploitant le 5 février 2025 pour qu'il fasse part de ses remarques ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

1. les numéros des parcelles ont été modifiés ;
2. l'exploitant a porté à la connaissance de Monsieur le préfet du Nord 23 modifications suite à la construction de son usine, par rapport à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 mai 2016 ;
3. l'exploitant n'a pas régulièrement mis en service ses installations relevant de l'arrêté du 11 avril 2017 ;
4. la cellule de stockage de produits finis mesure 6 100 m<sup>2</sup> par 24 m de hauteur ;
5. ces dimensions sont supérieures aux dimensions autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 mai 2016 et aux prescriptions générales applicables, à savoir l'annexe IV de l'arrêté du 11 avril 2017 précité ;
6. les cellules C, G et J ne sont pas à l'implantation prévue dans le dossier de demande d'autorisation susvisé ;
7. la cellule de stockage de produits finis est contiguë à la cellule de stockage de papier et cartons ;
8. il est possible d'accéder aux cellules frigorifiques depuis la cellule de stockage de papier et cartons en passant par l'intérieur ;
9. il en est de même pour la cellule de stockage des préformés de bouteille PET ;
10. l'intégralité des cellules de stockage autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 mai 2016 susvisé n'a pas été construite à la date du présent arrêté ;

11. suite à la crise de l'énergie, l'exploitant a sollicité l'autorisation d'installer une cuve de propane sur son site. Cette demande a fait l'objet d'un rapport de l'inspection des installations classées (2022.V3.00312) ;
12. l'exploitant a donc refait le calcul SEVESO pour son établissement, qui demeure non concerné ;
13. les modifications apportées à l'installation REFRESCO France à LA QUESNOY n'entrent pas dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » (colonne 2) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

### Article 1 – Objet

La société REFRESCO FRANCE, ci-après nommée l'exploitant, dont le siège social est situé 2885 Route de Pangons 26 260 MARGES, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions de son acte antérieur du 26 mai 2016 modifiées et complétées par celles du présent arrêté et des annexes, à exploiter sur le territoire de la commune de LE QUESNOY, chemin du Vivier à Prêtres, les installations détaillées dans les articles suivants.

### Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

### Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et la sous-préfète d'AVESNES-SUR-HELPE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de LE QUESNOY ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de LE QUESNOY et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2025>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **05 MAI 2025**

Pour le préfet et par délégation  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO



P.J. :

- **Annexe 1** : Prescriptions applicables (corps de l'arrêté)
- **Annexe 2** : Meilleures techniques disponibles
- **Annexe 3** : Plans de l'établissement

Guillaume AFONSO

## Annexe 1 – Prescriptions applicables

05 MAI 2025

### Titre 1 – Portée de l'autorisation et conditions générales

#### Chapitre 1.1. Bénéficiaire et portée de l'autorisation

##### Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société REFRESCO FRANCE, dont le siège social est situé 2885 route de Pangons 26260 MARGES, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de LE QUESNOY, Chemin du vivier à prêtres, des installations détaillées dans les articles suivants.

##### Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées
DCPI-BICPE-NP du 26/05/2016	Articles 1.1.2 à 10.1.3
DCPI-BICPE/CP du 31/05/2021	Ensemble des articles
DCPI-BPE/AS du 16/12/2022	

##### Article 1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

#### Chapitre 1.2. Nature des installations

##### Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature et caractéristiques de l'installation	Régime
2661 – 1 – a	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 70 t/j b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j	Fabrication bouteille PET : 90 t/j	A

3642 – 2	<p>Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :</p> <p>2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 t de produits finis par jour ou 600 t par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an</p>	<p>Production de boissons 3 000 t/j</p>	A
1510 – 1	<p>Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des), à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 900 000 m<sup>3</sup> ; (A)          2. Supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m<sup>3</sup> ;          3. Supérieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m<sup>3</sup>.</p>	<p>Stockage de produits finis dans 1 cellule de 6 100 m<sup>2</sup>, d'un volume de 146 400 m<sup>3</sup>          Matières premières alimentaires dans 1 cellule de 190 m<sup>2</sup>, d'un volume de 2 280 m<sup>3</sup>          1 chambre froide positive de 493 m<sup>2</sup>, d'un volume de 3 944 m<sup>3</sup>          Stockage d'étiquette, cartons et matériaux combustible, dans le magasin 2, d'un volume de 10 000 m<sup>3</sup>          Stocage de préformés et de bouchons : 3 000 m<sup>3</sup>          TOTAL : 165 624 m<sup>3</sup></p>	E
2220 – 1 – a	<p>Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, fermentation, etc., à l'exclusion des activités classées par ailleurs et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes.</p> <p>La quantité de produits entrants étant :</p> <p>1. Lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an :          a) Supérieure à 20 t/j</p>	Pasteurisation	E
2910 – A – 2	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange</p>	<p>Chaudières de 7,17 MW chacune fonctionnant au gaz naturel          Total chaufferie : 14,34 MW          Brûleurs des housseuses 410 kW par ligne PET soit 1 700 kW</p>	DC

	avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW (A-3) 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)		
2921 – a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	3 aéroréfrigérants adiabatiques  Total 7 842 kW	E
1185	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Total = 197,5 kg (hors NH <sub>3</sub> , hors CO <sub>2</sub> )	/
2563 – 2	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface. La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : 1. Supérieure à 7 500 l 2. Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 7 500 l	4 fontaines de dégraissage aqueuse de 200 litres chacune Total : 800 litres	DC
4441 – 2	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	Acide APA 10 t	D
1532 – 2 – b	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur à 20 000 m <sup>3</sup> b) Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	Stockages de palettes Total : 3 900 m <sup>3</sup>	D
2445 – 2	Transformation du papier, carton. La capacité de	Fabrication briques en	D



	production étant : 1) supérieure à 20 t/j 2) supérieure à 1 t/j, mais inférieure ou égale à 20 t/j	carton 19,5 t/j	
2925 – 2	Accumulateurs (ateliers de charge d'). 2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n°2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs	Onduleurs TGBT 3 x 20 + 10 = 70 kW Onduleurs PET : 2 x 200 kW CRN : 1 x 300 kW Futur : Onduleurs PET : 2 x 200 kW Poste de charge : 92 kW Futurs chargeurs : 36 kW Total = 1 298 kW	D
2940 – 2 – b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...), 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le "trempé" (pulvérisation, enduction...). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en oeuvre est : a) Supérieure à 100 kilogrammes/jour b) Supérieure à 10 kilogrammes/jour, mais inférieure ou égale à 100 kilogrammes/jour	Collage des étiquettes : 50 kg/j Encrage : 3 kg/j Collage des barquettes : 2kg/j Total : 55 kg/j	D
4310	Gaz inflammables catégorie 1 et 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t 2. Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 10 t	Ciel gazeux du digesteur Biogaz Total : 0,5 t	NC
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	Catégorie 2 : 20 t d'Arome	NC
4719	Actylène (numéro CAS 74-86-2) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t 2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t	Bouteilles d'acétylène pour la maintenance Total : < 250 kg	NC
4726	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	Bouteilles d'oxygène pour la maintenance Total : < 2 t	NC



	<p>1. Supérieure ou égale à 200 t</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t</p>		
4734 – 2	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 000 t</p> <p>b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p>	Citerne du motopompe du réseau de sprinklage de 750 litres	NC
1630	<p>Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de)</p> <p>Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure à 250 t</p> <p>2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t</p>	<p>Soude utilisée en NEP, en STEP, en traitement process</p> <p>Total : 65 t</p>	NC
2160 – 2	<p>Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.</p> <p>2. Autres installations :</p> <p>a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m<sup>3</sup></p> <p>b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m<sup>3</sup>, mais inférieur ou égal à 15 000 m<sup>3</sup></p>	<p>2 silos de sucre solide de 135 m<sup>3</sup> chacun (dont un en projet)</p> <p>2 silos de sucre liquide de 75 m<sup>3</sup> chacun</p> <p>Total : 420 m<sup>3</sup></p>	NC
2560 – B	<p>Travail mécanique des métaux et alliages</p> <p>B. Autres installations que celles visées au A, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure à 1000 kW</p> <p>2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW</p>	Sertisseuse ligne canette 40 kW	NC
2781	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de	Installation de méthanisation d'eaux usées issues de la station d'épuration interne.	NC

	production. Selon la circulaire du 24/12/10 relative aux modalités d'application des décrets n° 2009-1341, 2010-369 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets, par extension, les installations de méthanisation participant au traitement des effluents industriels, lorsqu'elles sont implantées sur le site même de génération des dits effluents, ne sont pas soumises au classement sous la rubrique 2781.		
2920	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques : la puissance absorbée étant supérieure à 10 MW	Compresseur biogaz 22 kW	NC
4735 – 1 – b	Ammoniac. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : a) Supérieure ou égale à 1,5 t b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t	Actuellement : production eau glacée et production eau glycolée groupe froid en NH <sub>3</sub> : 2 x 22 kg + 2 x 42 kg = 128 kg ⇒ non classé à terme : ajout de 42 kg Total prévu = 170 kg	DC

\* AS : installations soumises à autorisation susceptibles de donner lieu à des servitudes d'utilité publique,

A : installations soumises à autorisation,

D : installations soumises à déclaration,

C : installation soumise à contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 du code de l'environnement

NC : installations non classées

L'établissement fait partie des établissements dit "IED", visés par la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du code de l'environnement, car il comprend des activités visées par les dispositions prises en application de la transposition de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles (rubrique 3000 de la nomenclature).

Ainsi, en application des articles R. 515-58 et suivants du code de l'environnement :

- la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3642 : Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires issus de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 t de produits finis par jour ;
- les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles faisant référence à l'activité de l'industrie agro-alimentaire (code FDM).

#### **Article 1.2.2. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA)**

Les activités autorisées soumises au titre de la loi sur l'eau, aux rubriques suivantes :

RUBRIQUE	LIBELLÉ DE LA RUBRIQUE	CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION	RÉGIME
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage,	Forage situé à la	D

RUBRIQUE	LIBELLÉ DE LA RUBRIQUE	CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION	RÉGIME
	création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	parcelle ZB 45	
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de+ cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1° Supérieur ou égal à 200 000 m <sup>3</sup> / an (A) ; 2° Supérieur à 10 000 m <sup>3</sup> / an mais inférieur à 200 000 m <sup>3</sup> / an (D) .	Prélèvement d'eau de 110 000 m <sup>3</sup> par an Débit d'exploitation maximum de 20 m <sup>3</sup> /h	D
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales : 1° Supérieure à 600 kg de DBO <sub>5</sub> ; 2° Supérieure à 12 kg de DBO <sub>5</sub> , mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO <sub>5</sub> .	Charge en entrée du traitement des eaux usées de 2 561 kg DBO <sub>5</sub>	D
2.1.3.0	Epandage de boues issues du traitement des eaux usées, la quantité de boues épandues dans l'année, produites dans l'unité de traitement considérée, présentant les caractéristiques suivantes : 1° Quantité de matière sèche supérieure à 800 t / an ou azote total supérieur à 40 t / an ; 2° Quantité de matière sèche comprise entre 3 et 800 t / an ou azote total compris entre 0,15 t / an et 40 t / an. Pour l'application de ces seuils, sont à prendre en compte les volumes et quantités maximales de boues destinées à l'épandage dans les unités de traitement concernées.	Quantité de matière sèche : 123,6 t/an Azote total : 9 t/an	D
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	Projet de 18,7 ha	D

(1) AS : installations soumises à autorisation susceptibles de donner lieu à des servitudes d'utilité publique,

A : installations soumises à autorisation,

D : installations soumises à déclaration,

C : installation soumise à contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 du code de l'environnement

NC : installations non classées.

### **Article 1.2.3. Situation de l'établissement**

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Lieux dits	Parcelles cadastrales
LE QUESNOY	Pas de l'Étang	Section 000 ZB parcelles n° 46, 47, 49, 50, 86, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 119, 120

Le site a une superficie d'environ 18,7 hectares.

Les installations citées à l'1.2.1 ci-dessus figurent sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

### **Article 1.2.4. Consistance des installations autorisées**

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- Une zone de quais et de parkings poids lourds
- Zone [A] : Bâtiment de traitement des eaux
- Zone [A-Energies] : Bâtiment abritant les utilités et équipements annexes : chaufferie, local froid, local air comprimé, tours aéroréfrigérantes, production d'eau
- Zone [B] : Zone de dépotage
- Zone [C] : Magasin de stockage de matières premières de conditionnement (MPC)
- Zone [D] : Stockage des matières premières en cuves (Zone cuverie)
- Zone [E] : Chambre froide à température positive de stockage de matières premières alimentaires (MPA)
- Zone [F] : Lignes Briques / Cartons et Zone Process
- Zone [G] : Local de maintenance
- Zone [H] : Ligne PET 1 et 2 : fabrication et embouteillage de bouteilles plastiques
- Zone [I] : Accueil
- Zone [J] : Magasin de stockage de matières premières de conditionnement (MPC)
- Zone [K] : Magasin de stockage de produits finis robotisé (MAG AUTO 1)
- Zone [L] : Zone de préparation / expédition
- Zone [M] : Poste de garde
- Zone [N] : Niveau 1 : bureaux et locaux sociaux
- Zone [O] : Niveau 2 : bureaux et locaux sociaux
- Zone [S] : Bâtiment sprinkler
- Un local de charge d'accumulateurs
- Une zone d'accueil d'un forage d'eau souterraine
- 3 zones de traitement des eaux : la station d'épuration interne, 2 bassins d'orage dont un assure le confinement des eaux d'extinction d'un incendie
- Une zone de regroupement des déchets et une zone de stockage de palettes vides
- Des voies de circulation et des aires de stationnement pour les véhicules légers et les poids lourds.

## **Chapitre 1.3. Conformité au dossier de demande d'autorisation**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **Chapitre 1.4. Durée de l'autorisation**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

## **Chapitre 1.5. Modifications et cessation d'activité**

### **Article 1.5.1. Porter à connaissance**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance de Monsieur le préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article 1.5.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article L. 181-14 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués à Monsieur le préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **Article 1.5.3. Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **Article 1.5.4. Transfert sur un autre emplacement**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

### **Article 1.5.5. Changement d'exploitant**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration à Monsieur le préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

### **Article 1.5.6. Cessation d'activité**

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est l'usage industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

## **Chapitre 1.6. Respect des autres législations et réglementations**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

## **Titre 2 – Gestion de l'établissement**

### **Chapitre 2.1. Exploitation des installations**

#### **Article 2.1.1. Objectifs généraux**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

#### **Article 2.1.2. Consignes d'exploitation**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

### **Chapitre 2.2. Réserves de produits ou matières consommables**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

### **Chapitre 2.3. Intégration dans le paysage**

#### **Article 2.3.1. Propreté**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, etc, sont mis en place en tant que de besoin.

#### **Article 2.3.2. Esthétique et réduction de l'impact visuel**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). L'exploitant prend des dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. Un traitement paysager de type arboré est mis en place en limites Est et Nord-Est ainsi qu'en limites sur toute la partie Ouest. Des merlons et gabions sont disposés sur la partie Est et Sud-Est.

L'ensemble de ces mesures est réalisé avec le conseil du syndicat mixte du Parc naturel régional de l'Avesnois.

Un effort particulier est porté sur les matériaux utilisés dans l'architecture des bâtiments, en particulier dans le traitement des façades.

## **Chapitre 2.4. Danger ou nuisance non prévenu**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance de Monsieur le préfet par l'exploitant.

## **Chapitre 2.5. Incidents ou accidents**

### **Article 2.5.1. Déclaration et rapport**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **Chapitre 2.6. Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection**

### **Article 2.6.1. Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

## **Chapitre 2.7. Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection**

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
Article 9.2.1	Émissions atmosphériques	2 fois par an pour les paramètres courants sur le conduit n°1
Article 9.2.3	Rejets aqueux en sortie de station d'épuration	Journalière
Article 9.2.3	Rejets aqueux en sortie de bassins	2 fois par an
Article 9.2.5.1	Niveaux sonores	6 mois après le début de la mise en service de l'installation Puis contrôle tri-annuel

Articles	Documents à transmettre	Périodicité / échéance
Article 1.5.6	Notification de mise à l'arrêt définitif	3 mois avant la cessation d'activité
Article 5.1.7	Évaluation des quantités maximales annuelles des déchets produits	À l'issue de la première année d'exploitations Puis annuelle
Article 5.2.2.12	Programme prévisionnel d'épandage	1 mois avant l'épandage



Article 5.2.2.13	Bilan annuel d'épandage	annuel
Article 7.3.3	Justificatif de mise en place des dispositifs de protection contre la foudre	Avant la mise en service de l'installation
Article 7.3.3	Déclaration de la conformité des dispositifs contre la foudre	Après chaque vérification périodique
Article 9.2.1	Émissions atmosphériques	Transmission des résultats du mois N au plus tard pour le 20 du mois N+1 via l'application GIDAF
Article 9.2.3	Rejets aqueux	Transmission des résultats du mois N au plus tard pour le 20 du mois N+1 via l'application GIDAF
Article 9.4.3	Réexamen des prescriptions de l'arrêté d'autorisation	Dans un délai de 4 ans à compter de la publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale

## **Titre 3 – Prévention de la pollution atmosphérique**

### **Chapitre 3.1. Conception des installations**

#### **Article 3.1.1. Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. L'inspection des installations classées en sera informée.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

#### **Article 3.1.2. Pollutions accidentelles**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

#### **Article 3.1.3. Odeurs**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

#### **Article 3.1.4. Voies de circulation**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant ;
- un arrosage des pistes et voiries est effectué en période sèche.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

### **Article 3.1.5. Émissions diffuses et envols de poussières**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

## **Chapitre 3.2. Conditions de rejet**

### **Article 3.2.1. Dispositions générales**

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

### **Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées**

N° de cheminée	N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible
1	1	Chaudière 1	7,17 MW	Gaz naturel
	2	Chaudière 2	7,17 MW	Gaz naturel

### **Article 3.2.3. Conditions générales de rejet**

N° de cheminée	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
1	19 m	0,7	9123	9,5

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

### **Article 3.2.4. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; la teneur en oxygène étant ramenée à 3 % en volume.

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit n°1 et 2 mg/Nm <sup>3</sup>
Poussières totales	5
SO <sub>2</sub>	35
NOX en équivalent NO <sub>2</sub>	100
Monoxyde de carbone CO	100

### **Article 3.2.5. Valeurs limites des flux de polluants rejetés**

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Flux en kg/h	Conduit n°1 et 2 Kg/h
Poussières totales	0,05
SO <sub>2</sub>	0,32
NOX en équivalent NO <sub>2</sub>	0,9

## **Chapitre 3.3. Dispositions de surveillance relatives au plan de protection de l'atmosphère**

L'exploitant tient à la disposition des agents habilités en vertu de l'article L. 226-2 du code de l'environnement les factures de combustibles ainsi que tous les documents permettant d'identifier la composition du combustible utilisé pendant une période minimale de 3 ans.

Les livrets de chaufferie sont tenus à la disposition des agents habilités en vertu de l'article L. 226-2 du code de l'environnement.

Les rapports de contrôle de la chaufferie pour l'année n sont à envoyer à la Préfecture de département chaque année avant le 31 mars de l'année n+1.

Les seuils de déclaration des émissions polluantes définis en annexe II de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé, sont remplacés par :

- Oxydes d'azote (NOx) : 50 t/an ;
- Oxyde de soufre (SOx) : 70 t/an ;
- Poussières totales : 70 t/an ;
- Particules PM10 : 25 t/an.

## **Titre 4 – Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

### **Chapitre 4.1. Dispositions générales**

#### **Article 4.1.1. compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu**

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

### **Chapitre 4.2. Prélèvements et consommations d'eau**

#### **Article 4.2.1. Origine des approvisionnements en eau**

Pour les besoins de son activité industrielle REFRESCO FRANCE a des besoins importants en eau et qui peuvent être schématiquement scindés en deux catégories :

- l'eau de source : elle correspond à la fabrication de boissons, c'est un ingrédient majeur ;
- l'eau potable : elle correspond d'une part aux besoins de fabrication de certains produits finis pour lesquels l'eau de source n'est pas nécessaire, et d'autre part à tous les usages industriels (nettoyage en place, lavages, refroidissements, eaux domestiques, etc. ...).

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau	Prélèvement maximal annuel (m3)	Débit maximal	
				Horaire (m3/h)	Journalier (m3/j)
Réseau public Forage de Potelle	Nappe de la craie	Craie du Valenciennois FRA G007	160000	18	438
Forages Noréade Forage de Jolimetz enregistré à la Banque du Sous-Sol BSS sous le numéro 0029-5X- 0234	Nappe de la craie	Craie du Valenciennois FRA G007	150000	22	440
Réseau public Forages de Locquignol (F1, F1bis, F7, F8 et F9)	Nappe de la craie	Craie du Valenciennois FRA G007	790000	F1/F1bis : 45 F7/F8/F9 : 90	2164
Forage Refresco situé au point X = 691 692 m Y = 2 585 666 m (Lambert II étendu)	Nappe de la craie	Craie du Valenciennois FRA G007	110000	20	480

La consommation d'eau annuelle de l'installation est de 1 100 000 m<sup>3</sup> maximum.

#### **Article 4.2.2. Consommation d'eau et conduite des installations**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les pôles de consommation sont :

Pôle de consommation	Type	Consommation annuelle
Fabrication des boissons	Eau de source / Eau potable (selon les produits)	400 000 m <sup>3</sup> /an estimé pour un volume de produits finis à 477 240 m <sup>3</sup> /an.
Lavage des locaux (murs, sols, laboratoire, etc.) et nettoyage des lignes, des tanks de préparation, des cuveries et équipements annexes	Eau potable	Le volume estimé est d'environ 500 000 m <sup>3</sup> /an
Utilités telles que production de vapeur, refroidissement, eau sanitaire	Eau potable	Le volume estimé est de l'ordre de 200 000 m <sup>3</sup> /an

#### **Article 4.2.3. Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement**

##### **Article 4.2.3.1. Protection des eaux d'alimentation**

1 – Pour le réseau public et le forage :

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

2 – Périmètre de protection immédiate du forage :

Le forage est équipé d'une margelle d'au moins 20 cm de haut pour éviter tout ruissellement d'eau extérieure vers le forage.

La tête du forage est équipé d'une trappe d'accès parfaitement étanche.

Un périmètre de protection immédiat axé sur le forage avec une enceinte de protection clôturée de 50 m de côté est mis en place afin d'éviter toute contamination des eaux prélevées dans le forage.

Dans ce périmètre, toute activité est interdite à l'exception des opérations d'entretien du forage.

Pour les opérations d'entretien, aucun produit phytosanitaire ou potentiellement polluant ne pourra être stocké ou utilisé dans l'enceinte.

L'entretien des espaces naturels autour du forage sont réalisés manuellement ou mécaniquement. L'utilisation de tout matériel à moteur thermique est interdit dans ce périmètre.

##### **Article 4.2.3.2. Prélèvement d'eau en nappe par forage**

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

Les prélèvements d'eau en nappe par forage dont l'usage est destiné directement ou indirectement à la consommation humaine en eau font l'objet, avant leur mise en service, d'une autorisation au titre du code de la santé publique (article R. 1321 et suivants). Ils ne pourront pas être utilisés pour la fabrication des boissons préalablement à l'obtention de cette autorisation.

##### **Article 4.2.3.2.1. Critères d'implantation et protection de l'ouvrage**

Sauf dispositions spécifiques satisfaisantes, l'ouvrage ne doit pas être implanté à moins de 35 m d'une source de pollution potentielle (dispositifs d'assainissement collectif ou autonome, parcelle recevant des épandages, bâtiments d'élevage, cuves de stockage...).

Des mesures particulières doivent être prises en phase chantier pour éviter le ruissellement d'eaux souillées ou d'hydrocarbures vers le milieu naturel.

Après le chantier, une surface de 5 m x 5 m sera neutralisée de toutes activités ou stockages, et exempte de toute source de pollution.

#### Article 4.2.3.2.2. Réalisation et équipement de l'ouvrage

Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, sauf autorisation explicite dans l'arrêté d'autorisation, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

La cimentation annulaire est obligatoire, elle se fera sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Elle se fera par injection par le fond, sur au moins 5 cm d'épaisseur, sur une hauteur de 10 m minimum, voire plus, pour permettre d'isoler les venues d'eau de mauvaise qualité. La cimentation devra être réalisée entre le tube et les terrains forés pour colmater les fissures du sol sans que le prétubage ne gêne cette action et devra être réalisée de façon homogène sur toute la hauteur.

Les tubages seront en PVC ou tous autres matériaux équivalents, le cas échéant de type alimentaire, d'au moins 125 mm de diamètre extérieur et de 5 mm d'épaisseur au minimum. Ils seront crépinés en usine.

La protection de la tête du forage assurera la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire. Elle comprendra une dalle de propreté en béton de 3 m<sup>2</sup> minimum centrée sur l'ouvrage, de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage sera fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clef et s'élèvera d'au moins 0,50 m au-dessus du terrain naturel.

L'ensemble limitera le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêchera les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.

La pompe ne devra pas être fixée sur le tubage mais sur un chevalement spécifique, les tranchées de raccordement ne devront pas jouer le rôle de drain. La pompe utilisée sera munie d'un clapet de pied interdisant tout retour de fluide vers le forage.

En cas de raccordement à une installation alimentée par un réseau public, un disconnecteur sera installé.

Les installations seront munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique.

Le forage sera équipé d'un tube de mesure crépiné permettant l'utilisation d'une sonde de mesure des niveaux.

#### Article 4.2.3.2.3. Abandon provisoire ou définitif de l'ouvrage

L'abandon de l'ouvrage sera signalé au service de contrôle en vue de mesures de comblement.

Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.

- Abandon provisoire :

En cas d'abandon ou d'un arrêt de longue durée, le forage sera déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée seront assurés.

- Abandon définitif :

Dans ce cas, la protection de tête pourra être enlevée et le forage sera comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus 7 m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite jusqu'à - 5 m et le reste sera cimenté (de - 5 m jusqu'au sol).

### **Chapitre 4.3. Collecte des effluents liquides**

#### **Article 4.3.1. Dispositions générales**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.4.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible.



Les réseaux de collecte des effluents sont gérés avec un objectif de séparation des eaux pluviales non polluées (et les autres eaux pluviales s'il y en a) et des diverses catégories d'eaux polluées. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

#### **Article 4.3.2. Plan des réseaux**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire..) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### **Article 4.3.3. Entretien et surveillance**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

#### **Article 4.3.4. Protection des réseaux internes à l'établissement**

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

##### **Article 4.3.4.1. Protection contre des risques spécifiques**

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

##### **Article 4.3.4.2. Isolement avec les milieux**

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

### **Chapitre 4.4. Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu**

#### **Article 4.4.1. Identification des effluents**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux pluviales de toitures non susceptibles d'être polluées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (notamment les eaux de voiries, les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;
- les eaux polluées : les eaux de procédé (rinçage, Nettoyage En Place, etc.), les eaux de lavages des sols, les purges des chaudières... ;

- les eaux résiduelles après épuration interne : les eaux issues des installations de traitement interne au site ou avant rejet vers le milieu récepteur ;
- les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine ;
- les eaux de purge des circuits de refroidissement.

Les eaux pluviales du bassin versant extérieur à l'établissement sont collectées, détournées de l'établissement et rejetées dans le milieu naturel.

#### **Article 4.4.2. Collecte des effluents**

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### **Article 4.4.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement**

La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

En particulier, les dispositions minimales suivantes doivent être respectées :

Liste des ouvrages	Entretien courant		Entretien en cas de pollution accidentelle
	Type	Fréquence minimale	
Réseaux de collecte	Curage des regards de visite et bouches d'égout	Chaque semestre	Vidange et nettoyage
Bassins tampons de récupération des eaux pluviales	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fauche</li> <li>• Ramassage des feuilles, nettoyage des grilles, orifices d'arrivée et de départ</li> <li>• Curage</li> <li>• Nettoyage des ouvrages annexes (grilles, vannes, déversoirs)</li> <li>• Contrôle d'étanchéité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 à 2 fois par an</li> <li>• Permanent</li> <li>• Tous les 10 ans</li> <li>• Permanent</li> <li>• Tous les 5 ans</li> </ul>	Pompage au plus tôt Curage et remplacement de la couche superficielle
Séparateur d'hydrocarbures	Curage	Une fois par an	Pompage et nettoyage
Pièces mécaniques	Contrôle	Tous les ans	Nettoyage

Chaque gros événement pluvieux ou pollution accidentelle doit induire un contrôle des installations de traitement, pré-traitement et filtration des effluents aqueux, et le cas échéant, un entretien complémentaire de ces installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées. Dans ce dernier cas il est interdit de reprendre une fabrication avant que les dispositifs de traitement n'aient été remis en état.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

L'exploitant procède à un entretien régulier du ruisseau de l'Ange au droit des parcelles riveraines dont il est propriétaire, conformément aux dispositions de l'article L. 215-14 du code de l'environnement.

#### **Article 4.4.4. Entretien et conduite des installations de traitement**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Les opérations d'entretien font l'objet d'une traçabilité sur un registre qui peut-être le même que le précédent.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage du débourbeur-séparateur d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 4.4.5. Définition et Localisation des points de rejet**

##### **Article 4.4.5.1. Identification des points de rejet**

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Coordonnées PK et coordonnées Lambert 93 Coordonnées (Lambert II étendu)	X = 744859 et Y = 7018377 x: E 692270 - y: N 2585901
Nature des effluents	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (toitures, zones imperméabilisées de voiries)
Débit maximal journalier (m3/j)	2456
Débit maximum horaire( m3/h)	102
Exutoire du rejet	L'Ange
Traitement avant rejet	Débourbeur – séparateur à hydrocarbures tamponnement et décantation dans le bassin de régulation d'un volume minimum de 4 176 m <sup>3</sup> (Bassin Nord)
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	L'Ange

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Coordonnées PK et coordonnées Lambert 93 Coordonnées (Lambert II étendu)	X = 744915 et Y = 7018029 x: E 692330 - y: N 2585553
Nature des effluents	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (zones imperméabilisées de voiries)
Débit maximal journalier (m3/j)	792
Débit maximum horaire( m3/h)	33
Exutoire du rejet	L'Ange
Traitement avant rejet	Débourbeur – séparateur à hydrocarbures tamponnement et décantation dans le bassin de régulation d'un volume minimum de 570 m <sup>3</sup> (Bassin Est)
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	L'Ange

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°3
Coordonnées PK et coordonnées Lambert 93 Coordonnées (Lambert II étendu)	X = 741358 et Y = 7016244 x : E688786 – y : 2583737
Nature des effluents	Eaux industrielles (rinçage, Nettoyage En Place, lavage des sols, purges des chaudières) et eaux domestiques (eaux vannes et eaux sanitaires)
Débit maximal journalier (m3/j)	1704
Débit maximum horaire( m3/h)	100
Exutoire du rejet	L'Ecaillon
Traitement avant rejet	Station d'épuration interne au site puis rejet via une canalisation intermédiaire à l'Ecaillon
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	L'Ecaillon

#### Article 4.4.5.2. Repères internes

Point de rejet interne à l'établissement	N° 11 - Entrée station d'épuration interne
Coordonnées ou autre repérage cartographique (Lambert II étendu)	X = 744451 et Y = 7018345 x: E 691862 - y: N 2585869
Nature des effluents	Eaux industrielles (rinçage, Nettoyage En Place, lavage des sols, purges des chaudières) et eaux domestiques (eaux vannes et eaux sanitaires)
Débit maximal journalier (m3/j)	1704
Débit maximum horaire( m3/h)	100
Exutoire du rejet	Station d'épuration interne au site Filtration / Tamisage Tampon Aération Neutralisation – Complémentation N P Fixation de la biomasse (Réacteur Forte Charge – RFC)
Traitement avant rejet	Aération Flottation Déshydratation des boues Digestion → Biogaz pour chaudières Épandage des digestats Rejet des eaux épurées
Conditions de raccordement	Rejet via une canalisation intermédiaire à l'Ecaillon

#### Article 4.4.6. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

##### Article 4.4.6.1. Conception

Les débourbeurs – séparateurs à hydrocarbures sont dimensionnés selon les règles de l'art. Ils doivent être régulièrement entretenus et les déchets qui y sont collectés doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet. Le débit de rejet global des eaux pluviales doit respecter les obligations du SDAGE et notamment un débit de fuite de 2 l/s/ha.

Le bassin tampon dit Bassin Nord a un volume de 8 100 m<sup>3</sup> pour sa fonction d'exutoire des eaux pluviales du bassin versant ouest du site et de rétention des eaux d'extinction d'incendie (volume minimum de 3 863 m<sup>3</sup>). Le bassin tampon dit Bassin Est a un volume de 600 m<sup>3</sup> pour sa fonction d'exutoire des eaux pluviales du bassin versant est du site.

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

Les rejets doivent être compatibles avec les objectifs de qualité et la vocation piscicole du milieu récepteur, ainsi qu'avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux lorsqu'il existe.

#### Article 4.4.6.2. Aménagement

##### Article 4.4.6.2.1. Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

##### Article 4.4.6.2.2. Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

#### Article 4.4.6.3. Équipements

L'ouvrage d'évacuation des rejets en sortie de station vers le milieu naturel doit être équipé des dispositifs de prélèvement et de mesure automatiques suivants :

- un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 heures, et la conservation des échantillons à une température de 4 °C ;
- un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement ;
- un pH-mètre et thermomètre en continu avec enregistrement.

#### Article 4.4.7. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température : 30 °C ;
- pH : compris entre 6,0 et 8,5 ;
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

#### Article 4.4.8. Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes à l'établissement

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

#### **Article 4.4.9. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration**

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °3 (Cf. repérage du rejet à l'article 4.2.12. du présent arrêté)

Débit de référence	Rejet n° 3
Maximal instantané en m³/h	100
Maximal journalier en m³/j	1704

Paramètre	Rejet n° 3	
pH	compris entre 6,0 et 8,5	
Température	30 °C	
	Concentration moyenne Prélèvement sur une période de 24 heures (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)
MES	35	59,64
DCO	125	213
DBO5	25	42,6
Azote total (NGI)	10	17,04
Ammonium (NH4)	7	11,93
Phosphore total (PT)	1	1,7

La concentration moyenne journalière est la concentration retenue pour le calcul du flux admissible par la masse d'eau Ecaillon.

#### **Article 4.4.10. Valeurs limites d'émission des eaux domestiques**

Voir paragraphe ci-dessus.

#### **Article 4.4.11. Valeurs limites d'émission des eaux de refroidissement**

Le refroidissement en circuit ouvert est interdit.

#### **Article 4.4.12. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

#### **Article 4.4.13. Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales**

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est de 88 700 m<sup>2</sup> pour le bassin versant ouest du site et de 13 000 m<sup>2</sup> pour le bassin versant est.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Référence des rejets (Cf. repérage du rejet à l'article 4.2.12. du présent arrêté) vers le milieu récepteur : eaux pluviales, sortie bassin nord n° 1 et sortie du bassin est n° 2.

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 2 l/s/ha, soit 102,3 m<sup>3</sup>/h pour le rejet n° 1 et de 32,3 m<sup>3</sup>/h pour le rejet n° 2.

Paramètre	Concentration maximale sur une période de 24 heures (mg/l)
Débit	2 litres / seconde / hectare
MES	35
DCO	25
DBO5	5
Hydrocarbures totaux	10
pH	Entre 6,0 et 8,5

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les résultats sont consignés dans le dossier installation classée prévu l'article 2.6.1.

#### **Article 4.4.14. Surveillance et déclaration des rejets de substances dangereuses dans l'eau**

##### **Article 4.4.14.1. Objet**

Les dispositions du présent article visent à fixer les modalités de surveillance des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances.

##### **Article 4.4.14.2. Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses**

Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent article doivent respecter les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009 (téléchargeable sur le site [www.rsde.ineris.fr](http://www.rsde.ineris.fr)).

Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice eaux résiduaires, pour chaque substance à analyser.

L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009 :

1. justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponibles) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduaires » comprenant a minima :
  - a) numéro d'accréditation ;
  - b) extrait de l'annexe technique sur les substances concernées ;
2. liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels ;
3. tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles figurant à l'article 4.4.14.3. du présent arrêté préfectoral complémentaire ;
4. attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'article 5 du présent arrêté préfectoral complémentaire.



Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 4.4.14.3. du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies, démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3 de l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009 et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

Les mesures de surveillance des rejets aqueux déjà imposées à l'industriel par l'arrêté préfectoral sur des substances mentionnées dans le présent arrêté peuvent se substituer à certaines mesures visées dans le présent arrêté, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- la fréquence de mesures imposée dans le présent arrêté est respectée ;
- les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance répondent aux exigences de l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009, notamment sur les limites de quantification.

#### Article 4.4.14.3. Mise en œuvre de la surveillance pérenne

L'exploitant met en œuvre, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, le programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

Nom du rejet	Substance	Périodicité	Durée de chaque prélèvement	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l
Eaux industrielles, point de rejet N°3	Zinc et composés Code Sandre 1384	1 mesure par trimestre	24 heures	<= 10

#### Article 4.4.14.4. Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets

##### Article 4.4.14.4.1. Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 4.4.14.3 du présent arrêté sont saisis dans le mois suivant ces mesures, sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet (GIDAF, <https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr>).

##### Article 4.4.14.4.2. Déclaration annuelle des émissions polluantes

Les substances faisant l'objet de la surveillance pérenne décrite à l'article 4.4.14.3 du présent arrêté doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (déclaration GERE). Ces déclarations peuvent être établies à partir des mesures de surveillance prévues à l'article 4.4.14.3 du présent arrêté ou par toute autre méthode plus précise validée par les services de l'inspection.

##### Article 4.4.14.5. Modèle d'attestation du prestataire.

Je soussigné(e)  
(Nom, qualité ) .....  
Coordonnées de l'entreprise :  
  
(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)  
.....  
.....

- reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.

- m'engage à restituer les résultats dans un délai de 1 mois après réalisation de chaque prélèvement
- reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

À :

Le :

Pour le soumissionnaire\*, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

\*Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention  
« Bon pour acceptation »

### **Chapitre 5.1. Principes de gestion**

#### **Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) le recyclage ;
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 5.1.2. Séparation des déchets**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 43-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

#### **Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets**

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

#### **Article 5.1.4. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement**

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

### **Article 5.1.5. Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement**

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

### **Article 5.1.6. Transport**

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

### **Article 5.1.7. Déchets produits par l'établissement**

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets	Quantité annuelle	Filière de traitement
Déchets non dangereux	02 07 05	Boues d'épuration du traitement des eaux résiduaires sur site, digestat solide	2 060 t	Valorisation / recyclage
Déchets non dangereux	15 01 01 15 01 02 15 01 04 15 01 05	Emballages en papier/carton Emballages en matières plastiques Emballages métalliques Emballages composites	1 000 t	Valorisation / recyclage ou incinération avec valorisation énergétique
Déchets non dangereux	20 01 08 15 01 06 15 02 03 02 07 99	Déchets industriels banals d'emballages non recyclables, filtres, divers tout venant	210 t	Mise en décharge ou incinération avec valorisation énergétique
Déchets non dangereux	02 07 04 02 07 99	Refus liquide de boissons ne pouvant être orienté comme eaux résiduaires	50 t	Valorisation/recyclage ou traitement spécifique
Déchets non dangereux	20 01 38	Palettes non réutilisables	20 t	Valorisation / recyclage
Déchets d'équipements électriques et électroniques	20 01 21* 20 01 33* 20 01 34 20 01 35* 20 01 36	Néons, lampes, ordinateur, machines et outillage rebutées	1 t	Valorisation/recyclage ou traitement spécifique
Déchets dangereux	15 02 02* 20 01 14* 06 01 06* 20 01 15* 20 01 13* 16 05 06*	Acides, bases, produits de laboratoire, huiles cartouche d'encre, déchets dangereux en quantité dispersée	1 t	Valorisation/recyclage ou traitement spécifique
Déchet d'activité de soins à risque infectieux (DASRI)	18 01 03*	Déchets médicaux, de soins d'accident du travail, issus du laboratoire	500 kg	Incinération

Déchets dangereux	13 05 02* 13 05 06* 13 05 07* 13 05 08*	Contenus du débourbeur / séparateur à hydrocarbures, boues de curage du bassin d'orage	< 10 m <sup>3</sup>	Traitement en centre de traitement de déchet dangereux
Déchets non dangereux	19 09 01 19 09 03 19 09 04 19 09 05	Charbon actif usagé	3,6 t	Régénération en centre spécialisé

l'évaluation des quantités annuelles de déchets sera réalisée à l'issue de la première année d'exploitation des installations. Cette évaluation sera transmise à l'inspecteur des installations classées.

## Chapitre 5.2. Épandage

### Article 5.2.1. Épandages Interdits

Les épandages non autorisés sont interdits.

### Article 5.2.2. Épandages Autorisés

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses effluents. Les parcelles représentent une surface apte à l'épandage de 250,71 ha (ci-dessous). La quantité d'effluents produite est de 2 060 m<sup>3</sup> par an. La dose d'épandage pratiquée est de 50 t/ha pour une période de retour de 3 ans sur les parcelles.

Les communes concernées par l'épandage sont CAPELLE, GOMMEGNIES, JOLIMETZ, MARESCHEs, POTELLE, PRESEAU, LE QUESNOY, RUESNES, VILLEREAU et VILLERS POL.

#### ➤ EARL CARPENTIER

Commune parcelle	Réf. Cadastre	N° parcelle	Surface totale (ha)	Surface Apt. 2 (ha)	Surface Apt. 1 (ha)	Surface Apt. 0 (ha)	Contrainte absolue
RUESNES	A 459, 460, 461, 462	CA-01	6,42		3,58	2,84	Cours d'eau pente <7 % + Habitations
RUESNES	A 530, 531, 532, 936	CA-02	13,45		12,00	1,45	Habitations
RUESNES	ZI 95	CA-03	7,41		7,41		
LE QUESNOY	ZI 22a, 23a, 24, 25a	CA-04	4,88		4,88		
LE QUESNOY	ZI 35, 36, 37, 38	CA-05	6,15		5,72	0,43	Habitations
RUESNES	A 515 à 520, 522, 523, 525, 537, 538, 540, 548, 551 à 557 A 930, 931, 932	CA-06	18,00		18,00		
RUESNES	A 448, 459, 460, 461, 462, 533 à 538	CA-07	7,59		7,51	0,08	Habitations
RUESNES	A 785	CA-08	1,95		1,95		
RUESNES	A 739	CA-10	1,64		1,30	0,34	Habitations
<b>TOTAL</b>			<b>67,49</b>		<b>62,35</b>	<b>5,14</b>	

#### ➤ HERY HUBERT

Commune parcelle	Réf. Cadastre	N° parcelle	Surface totale (ha)	Surface Apt. 2 (ha)	Surface Apt. 1 (ha)	Surface Apt. 0 (ha)	Contrainte absolue
LE QUESNOY	ZB 38, AK 6	HE-05	2,67		2,49	0,18	Habitations
LE QUESNOY	AI 3, 5 à 8	HE-06	4,99		4,24	0,75	Habitations
LE QUESNOY	ZB 15, 19 à 21, 25, 31, 36	HE-07	17,83		17,18	0,65	Habitations
LE QUESNOY	ZC 34, 36, 37	HE-09	6,39		5,90	0,49	Habitations + Cours d'eau pente <7 %

LE QUESNOY	ZH 55, 57,62, 92, 94, 99	HE-10	7,01		6,55	0,46	Habitations
LE QUESNOY	AH 72	HE-11	0,66		0,66		
LE QUESNOY	ZC 61	HE-14	2,99		2,97	0,02	Habitations
LE QUESNOY	ZC 40, 41, 43, 46, 47	HE-15	5,85		5,85		
LE QUESNOY	ZH 105	HE-17	0,97		0,81	0,16	Habitations
LE QUESNOY	ZC 18, 19	HE-18	2,87		2,87		
LE QUESNOY	ZE 72	HE-19	4,26		4,26		
VILLEREAU	OA 567, 88, 89, 90, 93, 94	HE-20	5,95		5,55	0,40	Habitations
VILLEREAU	OA 5	HE-21	1,35		1,35		
GOMMEGNIES	ZA 13, 20, 21, 22	HE-22	15,86		15,86		
VILLEREAU	OA 507 (en partie)	HE-23	0,25		0,21	0,04	Habitations
LE QUESNOY	AK 47, 188	HE-24	1,82		1,51	0,31	Habitations
CAPELLE	OA 66, 67	HE-25	2,12		2,12		
<b>TOTAL</b>			<b>83,84</b>		<b>80,38</b>	<b>3,46</b>	

➤ **GOFFARD BENOIT**

Commune parcelle	Réf. Cadastreale	N° parcelle	Surface totale (ha)	Surface Apt. 2 (ha)	Surface Apt. 1 (ha)	Surface Apt. 0 (ha)	Contrainte absolue
VILLERS POL	ZC 108, 109, 117 à 120, 188	GO-02	15,01		14,73	0,28	Habitations
VILLERS POL	ZD 34, 36	GO-03	11,32		11,32		
VILLERS POL	ZC 161 à 166, 200, 202	GO-07	9,06		8,53	0,53	Habitations
VILLERS POL	ZK 33, 34, 43	GO-08	8,19		7,88	0,31	Habitations
VILLERS POL	ZK 35, 36, 37	GO-09	3,53		3,53		
VILLERS POL	ZK 40	GO-10	0,79		0,79		
MARESCHES	ZB 75,76, 81, 82, 83	GO-14	7,90		7,90		
<b>TOTAL</b>			<b>55,80</b>		<b>54,68</b>	<b>1,12</b>	

➤ **GAEC DU MOULIN ROUGE**

Commune parcelle	Réf. Cadastreale	N° parcelle	Surface totale (ha)	Surface Apt. 2 (ha)	Surface Apt. 1 (ha)	Surface Apt. 0 (ha)	Contrainte absolue
PRESEAU	ZB 13	DE-04	1,61		1,14	0,47	Habitations
VILLEREAU	B 245, 246, 247, 250, 251, 703, 704, 791, 1044	DE-05	5,39		3,70	1,69	Habitations
VILLEREAU	B 201, 202	DE-06	1,05		1,05		
POTELLE	A 80, 81, 82, 89, 90	DE-07	7,77		7,08	0,69	Habitations
POTELLE	A 157, 159, 160, 512, 515	DE-08	6,55		4,60	1,95	Habitations + Cours d'eau pente <7 %
POTELLE	A 73, 683	DE-09	2,13		1,08	1,05	Habitations
VILLEREAU	A 366, 368, 370	DE-10	3,28		2,26	1,02	Habitations
POTELLE	A 59, 60, 61, 62	DE-11	4,24		4,24		
POTELLE	A 107, 115, 124, 125, 126, 481	DE-12	6,40		0,94	5,46	Habitations + Cours d'eau pente <7 %
POTELLE	A 139, 140, 144, 145, 146, 147, 148	DE-13	4,10		2,37	1,73	Habitations + Cours d'eau pente <7 %
POTELLE	A 245, 246, 248, 250, 251	DE-14	11,16		9,71	1,45	Habitations + Cours d'eau pente <7 % + Puits pente <7 %

VILLEREAU	B 158, 163, 178, 181, 182, 183, 196, 197, 198, 199, 200	DE-18	8,32		3,45	4,87	Habitations + Cours d'eau pente <7 %
LE QUESNOY	ZL 26	DE-19	2,38		2,38		
GOMMEGNIES	C 122, 397, 412, 414, 543, 545, 546, 557	DE-20	5,65		5,65		
GOMMEGNIES	E 537, 538, 539, 540, 542	DE-21	3,98		3,65	0,33	Habitations
JOLIMETZ	289	DE-22	0,77			0,77	Habitations
TOTAL			74,78		53,30	21,48	

#### **Article 5.2.2.1 Règles générales**

L'épandage d'effluents sur ou dans les sols agricoles respecte les règles définies par les articles 36 à 42 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et par l'arrêté relatif au programme d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.

En particulier, l'épandage ne peut être réalisé que si des contrats ont été établis entre les parties suivantes :

- producteur de déchets, sous produits ou d'effluents et prestataire réalisant l'opération d'épandage ;
- producteur de déchets, sous produits ou d'effluents et agriculteurs exploitant les terrains.

Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur durée.

#### **Article 5.2.2.2 Origine des effluents à épandre**

Les effluents à épandre sont constitués exclusivement des boues de la station d'épuration, provenant du traitement des eaux industrielles (rinçage, nettoyage en place, lavage des sols...) et des eaux domestiques (eaux vannes et eaux sanitaires).

Aucun autre déchet ne pourra être incorporé à ceux-ci en vue d'être épandu.

#### **Article 5.2.2.3 Traitement de déchets et/ou sous produits et/ou effluents à épandre**

Les boues sont stockées dans un silo de 900 m<sup>3</sup>.

#### **Article 5.2.2.4 Caractéristiques de l'épandage**

Tout épandage est subordonné à une étude préalable telle que définie à l'article 38 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, qui devra montrer en particulier l'innocuité (dans les conditions d'emplois) et l'intérêt agronomique des produits épandus, l'aptitude des sols à les recevoir, le périmètre d'épandage et les modalités de sa réalisation.

La composition moyenne des effluents à épandre est la suivante :

- Caractéristiques agronomiques des boues

	pH	Matière Sèche MS (%)	Matière Organique MO (%)	Carbone Organique (%MS)	C/N	Ntot (% MS)	NH4 (% MS)	K <sub>2</sub> O (% MS)	P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> (% MS)	MgO (% MS)	CaO (% MS)
Effluents	7,67	10,67	76,99	38,58	5,86	<6,65	<0,32	0,52	2,45	0,34	9,69

- Éléments-traces métalliques dans les boues

	Cd (mg/kg MS)	Cr (mg/kg MS)	Cu (mg/kg MS)	Hg (mg/kg MS)	Ni (mg/kg MS)	Pb (mg/kg MS)	Zn (mg/kg MS)	Cr+Cu+Ni+Zn (mg/kg MS)
Effluents	0,37	16,23	50,78	<0,16	16,84	10,56	253,66	337,51



- Composés-traces organiques dans les boues

	Somme des 7 PCB (mg/kg MS)	Fluoranthène (mg/kg MS)	Benzo(b)fluoranthène (mg/kg MS)	Benzo(a)pyrene (mg/kg MS)
Effluents	<0,07	<0,08	<0,04	<0,04

Les boues d'épuration de l'usine REFRESCO FRANCE sont classées en « fertilisant de type II » (rapport C/N <8).

Toute modification notable de la composition des sous-produits à épandre par rapport à celle décrite ci-dessus doit être portée à la connaissance de Monsieur le préfet.

Une nouvelle consultation du SATEGE devra alors être réalisée.

Aucun autre déchet ne pourra être incorporé à ceux-ci en vue d'être épandu.

#### **Article 5.2.2.5 Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare**

Quels que soient les apports de fertilisants azotés, compatibles avec le respect de l'équilibre de la fertilisation, la quantité maximale d'azote d'origine organique contenue dans les produits épandus sur l'ensemble du plan d'épandage de l'établissement ne doit pas dépasser 200 kg N/ha/an et 300 kg P/ha/an.

Les doses d'apport sont déterminées en fonction :

- du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement ;
- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments, tous apports confondus ;
- des teneurs en éléments fertilisants dans le sol, les effluents et tous les autres apports ;
- des teneurs en éléments ou substances indésirables des effluents à épandre ;
- de l'état hydrique du sol ;
- de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années ;
- du contexte agronomique et réglementaire local (programme d'action).

#### **Article 5.2.2.6 Dispositifs d'entreposage et dépôts temporaires**

Les dispositifs permanents d'entreposage d'effluents sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable.

Le volume nécessaire est au minimum de 900 m<sup>3</sup>.

Ils doivent être étanches et aménagés de sorte à ne pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration.

Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit.

Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.

Le dépôt temporaire de déchets et/ou d'effluents, sur la parcelle d'épandage et sans travaux d'aménagement est (ou n'est pas) autorisé.

#### **Article 5.2.2.7 Épandage**

##### **Période d'interdiction**

Les boues d'épuration de l'usine REFRESCO FRANCE étant classées « fertilisant de type II », il en découle l'utilisation du calendrier d'épandage suivant :

Type II		Juil.	Août	Sept.	Oct	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avr	Mai	Juin
Cultures de printemps et	Sans CIPAN, dérobée ou couvert végétal en interculture	N	N	N	N	N	N	N	O	O	O	O	O

légumes implantés avant le 1 <sup>er</sup> juin	Avec CIPAN à croissance rapide ou dérobée	SC	SC	SC	SC	SC	SC	SC	O	O	O	O	O
Cultures de fin d'été ou d'automne et légumes implantés à partir du 1 <sup>er</sup> juin		O	O	O	N	N	N	N	O	O	O	O	O
Colza implanté à l'automne		O	O	O	O	N	N	N	N	O	O	O	O
Prairies implantées depuis plus de 6 mois, luzerne		O	O	O	O	O	N	N	N	O	O	O	O
Vignes		N	N	N	N	N	N	N	N	O	O	O	O

O	Épandage autorisé
N	Épandage interdit
SC	Épandage possible de 15 jours avant l'implantation du couvert d'interculture jusqu'à 20 jours avant sa destruction ou récolte, dans la limite de 70 kgN efficace/ha

#### Modalités :

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

Les épandeurs utilisés sont des épandeurs classiquement utilisés pour l'épandage des effluents d'élevage liquides (lisiers). Ils sont équipés de pneus basse pression.

Les périodes d'épandage, dans la limite de celles autorisées, et les quantités épandues sont adaptées de manière :

- à assurer l'apport des éléments utiles au sol ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;
- à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ;
- à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxique ;
- à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses.

En outre, toutes les dispositions nécessaires sont prises pour qu'en aucune circonstance, ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes d'eaux souterraines ne puissent se produire. À cet effet, la détermination de la capacité de rétention en eau ainsi que le taux de saturation en eau sera effectuée pour le sol, par parcelles ou groupes de parcelles homogènes du point de vue hydrique.

Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique, l'épandage d'effluents respecte les distances et délais minima prévus au tableau de l'annexe VII-b de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

#### Programme prévisionnel annuel :

L'exploitant établit un programme prévisionnel annuel d'épandage, en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées.

Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant transmet ce programme prévisionnel à Monsieur le préfet et au SATEGE avant le début de la campagne.

#### Article 5.2.2.8 Filières alternatives

Lorsque la composition des boues en éléments-traces indésirables autorise leur épandage mais que la surface épandable ne permet pas, pour des raisons agronomiques ou matérielles de valoriser tout ou partie de la production à recycler, les boues sont transformées en un compost normalisé NF U 44-095, dont le recyclage n'est plus soumis à plan d'épandage.

L'impossibilité d'une mise en agriculture des boues liée à leur pollution permet d'assimiler celles-ci à un déchet ultime et autorise leur traitement dans un centre de stockage de déchets ultimes de classe II.

#### **Article 5.2.2.9 Analyses périodiques des boues**

Les sous-produits à épandre sont analysés lors de la première année d'épandage et systématiquement dès lors que des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité, en particulier leur teneur en éléments-traces métalliques et composés organiques. Ces analyses portent sur :

- le taux de matières sèches ;
- les agents pathogènes susceptibles d'être présents ;
- les éléments de caractérisation de la valeur agronomique ;
- les éléments et substances chimiques susceptibles d'être présents dans les produits à épandre au vu de l'étude préalable.

Les analyses portant sur les éléments traces-métalliques, les composés-traces organiques et la valeur agronomiques sont réalisées et les résultats connus avant épandage des sous-produits. La fréquence d'analyse est la suivante :

	Nombre d'analyses par an
Paramètres physico-chimiques	4
Paramètres agronomiques	4
Éléments-traces métalliques	3
Composés-traces organiques	3

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des effluents ou des déchets sont conformes aux dispositions de l'annexe VII d de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié.

#### **Article 5.2.2.10 Analyses des sols**

Le suivi analytique des sols avant épandage porte sur l'analyse granulométrique des sols, la mesure de la teneur en matière organique, en calcaire total, en azote Kjeldahl, la détermination du pH et des teneurs en P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>, K<sub>2</sub>O, MgO et CaO échangeables.

Les prélèvements sont effectués dans un rayon de 7,5 mètres autour du point de référence repéré par ses coordonnées Lambert 93. 16 prélèvements élémentaires pris au hasard dans le cercle de référence constituent l'échantillon.

Une analyse des sols, portant sur les paramètres Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn doit être réalisée sur chaque parcelle de référence tous les 10 ans.

Les résultats sont transmis aux agriculteurs et présentés dans le rapport du bilan agronomique.

#### **Article 5.2.2.11 Cahier d'épandage**

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses

Le producteur de déchets ou d'effluents doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des déchets ou des effluents produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

#### **Article 5.2.2.12 Programme prévisionnel d'épandage**

Un programme prévisionnel annuel d'épandage doit être établi, en accord avec l'exploitant agricole, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Ce programme comprend :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ;
- une analyse des sols portant sur des paramètres mentionnés en annexe VII c (caractérisation de la valeur agronomique) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 choisis en fonction de l'étude préalable ;
- une caractérisation des effluents à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique...) ;
- les préconisations spécifiques d'utilisation des effluents (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

#### **Article 5.2.2.13 Bilan annuel d'épandage**

Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend :

- les parcelles réceptrices ;
- un bilan qualitatif et quantitatif des déchets ou effluents épandus ;
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses des sols ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentative de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaires qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Une copie du bilan est adressée à Monsieur le préfet et aux agriculteurs concernés.

## **Titre 6 – Prévention des nuisances sonores et des vibrations**

### **Chapitre 6.1. Dispositions générales**

#### **Article 6.1.1. Aménagements**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### **Article 6.1.2. Véhicules et engins**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

#### **Article 6.1.3. Appareils de communication**

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **Chapitre 6.2. Niveaux acoustiques**

#### **Article 6.2.1. Valeurs Limites d'émergence**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée sont celles définies dans le dossier de demande de l'exploitant de juin 2015.

#### **Article 6.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

### **Article 6.2.3. Tonalité marquée**

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurnes ou nocturnes définies dans le tableau ci-dessus.

### **Article 6.2.4. Contrôle**

Afin de s'assurer de la conformité réglementaire de l'impact sonore du site en termes d'émergences et d'impact sonore en limites d'exploitation, l'exploitant fera procéder à une étude acoustique complète dans les 6 mois suivant la mise en service. Une mesure périodique est ensuite effectuée au moins tous les trois ans.

## **Chapitre 6.3. Vibrations**

### **Article 6.3.1. Vibrations**

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## **Chapitre 6.4. Émissions lumineuses**

### **Article 6.4.1. Éclairage**

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux
- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

## **Titre 7 – Prévention des risques technologiques**

### **Chapitre 7.1. Généralités**

#### **Article 7.1.1. Localisation des risques**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, explosion, toxique). Les aires de manipulation, manutention et stockage des produits font partie de ce recensement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces différentes zones. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

#### **Article 7.1.2. Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

#### **Article 7.1.3. Propreté de l'installation**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### **Article 7.1.4. Contrôle des accès**

Le site est efficacement clôturé sur l'ensemble de sa périphérie. Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

Une surveillance est assurée en permanence.

#### **Article 7.1.5. Circulation dans l'établissement**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

#### **Article 7.1.6. Étude de dangers**

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

#### **Article 7.1.7. Surveillance en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture**

En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'établissement, une surveillance du site, par gardiennage ou télésurveillance, doit être mise en place en permanence afin de permettre notamment l'accès des services de secours en cas d'incendie.

## **Chapitre 7.2. Dispositions constructives**

### **Article 7.2.1. comportement au feu**

De façon générale, les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu.

Les bâtiments ont la composition suivante :

- façade des murs extérieurs en béton et métal inox sauf pour les chambres froides en bardage acier ;
- ossature béton ;
- toiture : bac acier ;
- sol en béton ;

En vue de prévenir la propagation d'un incendie à tout le bâtiment ou entre parties de l'usine les murs séparatifs des locaux suivants présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales REI 120 :

- zone de préparation / expédition [L] ;
- magasin de stockage de produits finis [K] ;
- magasin de stockage de matières premières de conditionnement (MPC) [L] ;
- magasin de stockage de matières premières de conditionnement (MPC) [J] ;
- chambre froide à température positive [E] de stockage de matières premières alimentaires (MPA).

Les parois séparatives doivent dépasser d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. La toiture doit être recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2s1d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2s1d0. Si les murs extérieurs n'ont pas un degré coupe-feu 1 heure (REI 60), les parois séparatives de ces cellules de stockage sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 1 mètre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de "quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage, ou isolés par des parois et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures), sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses.

Toutes les portes, intérieures et extérieures sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances et leur accès clairement balisé. Le sol des aires et locaux de stockage est de classe A1. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne doivent pas, lors d'un incendie, produire de gouttes enflammées. Ils satisfont à la classe d0. Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits.

Les cellules de stockage couvert fermé sont implantées à une distance minimale de 20 mètres des limites du site.

Pour une installation de stockage de produits susceptibles de dégager des poussières inflammables, la distance d'éloignement vis-à-vis des limites du site ne peut pas être inférieure à 20 mètres ni à la hauteur de l'installation. Les stockages éventuels situés à l'extérieur des locaux doivent être séparés des parois extérieures par un espace libre de 5 mètres minimum.

La distance d'éloignement des stockages vis-à-vis des limites du site permet par ailleurs le respect des dispositions de l'article 7.2.4.1. relatives à l'accessibilité des engins de secours.

Les silos de sucre sont en acier inox (parois incombustibles) et disposent de soupape de surpression et de disque de rupture anti-explosion.

Les stockages sont situés à plus de 30 mètres des parties de l'installation mentionnées à l'article 7.1.1. susceptibles de produire des effets toxiques ou des explosions en cas d'incendie du stockage, sauf si l'exploitant met en place des équipements dont il justifie la pertinence afin que ces produits et installations soient protégés de tels effets dominos. Les éléments de démonstration, justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.



### **Article 7.2.2. Dégagements**

La conception des dégagements respecte les dispositions des articles R. 4216-5 à R. 4216-12 du code du travail. Deux issues au moins vers l'extérieur des zones de stockage ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 mètres carrés. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées.

Ces portes sont munies de ferme porte et s'ouvrent par une manœuvre simple.

Dans les zones pour lesquelles plus de 50 personnes travailleront, ces portes s'ouvrent dans le sens de la sortie.

Il y a lieu de signaler et baliser les issues normales et de secours qui doivent être libres d'accès en permanence. De même, tous les dégagements sont fléchés, balisés et signalés.

Dans les zones de stockage, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

### **Article 7.2.3. Chauffage**

La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolé par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes EI 30, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré EI 120.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la tuyauterie d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant l'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

### **Article 7.2.4. intervention des services de secours**

#### **7.2.4.1. Accessibilité**

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours, au sud, par la voie communale n° 4 du passage des Sauchelets.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

#### **7.2.4.2. Accessibilité des engins à proximité de l'installation**

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre complet de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, hors stationnement ;
- la hauteur libre est au minimum de 3,5 mètres ;
- la pente est inférieure à 15 % ;
- la résistance au poinçonnement est de 80 N/cm<sup>2</sup> sur une surface maximale de 0,2 m<sup>2</sup> ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 11 mètres est maintenu et une sur-largeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie engin et aux voies échelles.

Si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

#### 7.2.4.3. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie "engins" de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ;
- longueur minimale de 10 mètres ;
- présentant à minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

#### 7.2.4.4. Mise en station des échelles

Le périmètre du bâtiment est desservi par au moins une voie "échelle" permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie à l'article 7.2.4.2.

Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- aucun obstacle n'est disposé entre la voie engin et les voies échelles ;
- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, hors stationnement ;
- la longueur de l'aire de stationnement est au minimum de 10 mètres ;
- la pente est au maximum de 10 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée ;
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.

#### 7.2.4.5. Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins

À partir de chaque voie "engins" ou "échelle" est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment par un chemin stabilisé de 1,80 mètres de large au minimum.

### **Article 7.2.5. Désenfumage**

L'ensemble des locaux est équipé en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires des bâtiments de production et de stockage n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.

En cas de désenfumage mécanique, le débit est calculé sur la base de 1 m<sup>3</sup>/seconde/100 m<sup>2</sup>.

Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m<sup>2</sup> est prévue pour 250 m<sup>2</sup> de superficie projetée de toiture.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;
- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi-fonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ;
- la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SLO est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;
- classe de température ambiante T(00) ;
- classe d'exposition à la chaleur B300.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux M0 (A2s1d0) (y compris leurs fixations) et stables au feu de degré un quart d'heure (R15), ou par la configuration de la toiture et des structures du bâtiment. Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés. Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire ne doit pas être inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne doivent pas être implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage.

En tout état de cause, les règles techniques d'exécution devront respecter l'instruction technique 246 relative au désenfumage.

#### **Article 7.2.6. Moyens de lutte contre l'incendie**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
- d'extincteurs à eau pulvérisée 6 litres à raison d'un appareil pour 200m<sup>2</sup>, et d'extincteurs dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- d'un réseau de robinets d'incendie armés conforme aux normes NFS S 61 et NFS 62 201 de diamètre nominal 33 mm ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 1 260 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage.

Ainsi, l'exploitant dispose :

- d'une borne incendie extérieure située à 350 mètres de l'entrée du site et dont le débit unitaire est estimé à 136 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar. Un poteau incendie DN 150 est implanté à moins de 100 m de tout point des bâtiments ;
- d'une réserve d'eau incendie de 1 300 m<sup>3</sup> constituée de 2 cuves de 650 m<sup>3</sup>. Cette réserve dispose de 4 aires d'aspiration. Ce point d'eau est signalé selon les dispositions de la norme NF S 61 221 et aménagé pour permettre la mise en aspiration du ou des véhicules d'incendie dans des conditions disponibles auprès du Service Prévision du Groupement 4. La réception des points d'eau est faite en présence d'un agent du service Prévision du SDIS, et permet de vérifier la conformité de l'installation selon les prescriptions du SDIS lors de la demande d'implantation ou de modification ;
- un réseau d'extinction automatique à eau (ou réseau sprinkler). Il dispose d'une réserve en 2 cuves de 800m<sup>3</sup> chacune. Il est conforme aux normes NFS 62-210 à S 62-215, à la règle R1 de l'APSAD, ou la règle NFPA13 ou tout référentiel équivalent. Un espace de 1 mètre est maintenu entre le niveau des têtes de sprinklage et le haut du stockage. Le fonctionnement de l'installation de sprinklage est assuré en toutes circonstances. Le système d'extinction automatique d'incendie doit être conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur.

La défense extérieure contre l'incendie est conforme à l'instruction technique relative à la détermination des besoins en eau pris en application de l'article IV-24 du règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours du Nord.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

#### **Article 7.2.7. Entretien des moyens d'intervention**

Les équipements de défense contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

La fréquence des vérifications est a minima annuelle.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Notamment, l'unité de sprinklage fait l'objet des dispositions particulières suivantes :

- vérification semestrielle du bon fonctionnement général de l'installation (vérification des pompes, disponibilité du débit, têtes de sprinklage) ;
- essai des pompes hebdomadairement.

### **Chapitre 7.3. Dispositif de prévention des accidents**

#### **Article 7.3.1. Matériels utilisables en atmosphères explosibles**

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 7.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé. Les équipements disposés dans les zones identifiées à risques d'explosion sont de type ATEX.

Les silos sont en acier inox (parois incombustibles) et disposent d'évents anti-explosion.

### **Article 7.3.2. Installations électriques**

Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Dans les locaux où sont accumulées des matières inflammables ou combustibles, à proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique.

Un éclairage de sécurité est installé, conforme à l'arrêté du 10 novembre 1976.

### **Article 7.3.3. Protection contre la foudre**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

### **Article 7.3.4. Ventilation des locaux**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les cellules, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.

### **Article 7.3.5. Systèmes de détection et extinction automatiques**

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules de stockage, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment et le compartimentage de la (ou les) cellule(s) sinistrée(s).

L'alarme est centralisée au poste de gardiennage ou au dispositif de télésurveillance.

Le type de détecteur est déterminé en fonctions des produits stockés. L'exploitant doit être en mesure de justifier l'adéquation du type de détecteurs retenus au regard de la nature des produits stockés.

L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le site est pourvu d'un système d'extinction automatique.

Le système d'extinction automatique d'incendie est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

La détection incendie peut être assurée par le système d'extinction automatique. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et la compatibilité du dispositif retenu avec le type de produit stocké doit être démontrée.

### **Article 7.3.6. Events et parois soufflables**

Dans les parties de l'installation recensées selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des risques d'explosion, l'exploitant met en place des événements / parois soufflables de surfaces suffisantes et adaptés aux surpressions susceptibles d'apparaître en cas d'explosion. Ces événements / parois soufflables sont disposées de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion.

## **Chapitre 7.4. Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

### **Article 7.4.1. rétentions et confinement**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 L.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Pour les stockages à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;

- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Ainsi, le bassin tampon dit Bassin Nord de récupération des eaux pluviales est dimensionné de manière à servir également de rétention pour les eaux d'extinction d'incendie. Une vanne d'obturation permet de confiner les eaux potentiellement polluées afin qu'elles puissent être évacuées vers un centre de traitement approprié. Le volume global de ce bassin (stockage d'eaux pluviales et rétention d'eaux d'extinction d'incendie) est de 8 100 m<sup>3</sup>.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...).

## **Chapitre 7.5. Dispositions d'exploitation**

### **Article 7.5.1. Surveillance de l'installation**

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

### **Article 7.5.2. Organisation des stockages**

#### **Article 7.5.2.1. Répartition des différentes catégories de produits**

##### **Article 7.5.2.1.1. Matières premières de conditionnement et produits finis**

Seuls les produits classables sous les rubriques 1510, 1530, 2661, 2662 et 2663 sont autorisés dans les magasins de stockage de produits finis [K], de matières premières de conditionnement (MPC) [L] et [J].

##### **Article 7.5.2.1.2. Arômes**

Les produits classables sous la rubrique 1432 (risque d'inflammabilité) sont autorisés uniquement dans la chambre froide à température positive [E].

##### **7.5.2.1.3. Peroxydes d'hydrogène**

Le stockage central d'acide peracétique et de peroxydes d'hydrogène est situé à l'extérieur dans l'angle des bâtiments [C] et [H]. Ce local incombustible dispose d'un contrôle de température. Il dispose d'une rétention intégrée d'un volume conforme aux produits stockés. Il est interdit d'y stocker tout produit combustible.

##### **7.5.2.1.4. Palettes**

Les stockages de palettes respectent la taille des îlots suivante :

- surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;
- hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
- distance entre deux îlots : 2 mètres minimum.

Pour limiter les flux thermiques sur la voie d'enceinte et en limite de propriété dans le cas d'un incendie des stockages de palettes un dispositif d'une hauteur de 4 mètres est positionné au Nord des stockages de palettes.

#### **Article 7.5.2.2. Stockage en masse**

Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts.

Le stockage est séparé d'une distance minimale de 1 mètres par rapport aux parois et aux éléments de structure de l'entrepôt.

Les matières conditionnées en masse (sac, palettes, etc.) entrant sous la rubrique 1510 forment des îlots limités de la façon suivante :

- surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;
- hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
- distance entre deux îlots : 2 mètres minimum ;
- une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond, ou de tout système de chauffage. Cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.

Le stockage en masse de produits relevant des rubriques 2662 et 2663 est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisée à des fins de stockage. Des passages libres, d'au moins deux mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.

Dans le cas de stockage en masse de produits dont 50 % de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé, le stockage est divisé en îlots dont le volume unitaire ne doit pas dépasser 1 200 m<sup>3</sup> en présence de système d'extinction automatique d'incendie. Dans tous les autres cas, le stockage est divisé en îlots dont le volume maximal est de 2 000 m<sup>3</sup> en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie. Ce volume est porté à 4 000 m<sup>3</sup> en présence de système d'extinction automatique d'incendie.

#### Article 7.5.2.3. Stockage en racks

Les matières stockées en rayonnage ou en paletier respectent les deux dispositions suivantes sauf si un système d'extinction automatique est présent :

- hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
- distance entre deux rayonnages ou deux paletiers : 2 mètres minimum.

La hauteur au faîtage sous bac acier est de 11,00 mètres dans les stockages de matières premières de conditionnement (MPC) [L] et [J] ainsi que dans la chambre froide [E]. Elle est de 22 mètres pour le stockage [K].

Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage et d'éclairage. Cette distance respecte la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.

La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (portes coupe-feu) n'est pas gênée par des obstacles.

#### Article 7.5.2.4. Stockage de sucre en silos

L'installation est composée de 2 silos de stockage de sucre solide de capacité unitaire de 120 tonnes et de 15,26 m de haut et 4,20 m de diamètre.

##### Article 7.5.2.4.1. Distances d'éloignement

Les capacités de stockage sont éloignées des stockages de liquide inflammable et de gaz inflammable liquéfié d'une distance au moins égale à la distance d'ensevelissement sans être inférieure à 10 mètres.

Les silos sont séparés des autres installations présentant un risque d'incendie par un espace libre de 10 mètres minimum ou par un mur présentant les caractéristiques REI 120.

Ces distances minimales d'éloignement sont comptées à partir des contours de la partie de silo concernée.

Aucun local habité ou occupé par des tiers n'est situé dans les zones délimitées par ces distances minimales. Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès à l'intérieur de ces zones (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.). Les dispositifs permettent l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.

Les locaux administratifs sont éloignés des capacités de stockage.



#### Article 7.5.2.4.2. Conception pour éviter l'incendie et l'explosion

Les silos sont conçus et aménagés de manière à limiter la propagation d'un éventuel sinistre (incendie ou explosion) ou les risques d'effondrement qui en découlent.

Les ouvertures entre les locaux et les bâtiments occupés par du personnel ou entre les ateliers et les aires de chargement/déchargement sont limitées en nombre et en dimension nécessaire à une bonne exploitation. Cette disposition ne doit pas entraver le nettoyage ou l'entretien des silos et des locaux ou bâtiments.

Le silo est conçu de manière à réduire le nombre des zones favorisant les accumulations de poussières telles que surfaces planes horizontales (en dehors des sols), revêtements muraux ou sols que l'on ne peut facilement dépoussiérer, enchevêtrements de tuyauteries, endroits reculés difficilement accessibles.

#### Article 7.5.2.4.3. Conception pour éviter l'explosion

Dans les parties de l'installation à risque d'explosion, les mesures de protection contre l'explosion doivent présenter les caractéristiques suivantes, notamment:

- arrêt de la propagation de l'explosion par des dispositifs de découplage,
- ou réduction de la pression maximale d'explosion à l'aide d'évents de décharge, de systèmes de suppression de l'explosion ou de parois soufflables. Ces dernières doivent pouvoir être retenues afin de ne pas provoquer d'envol d'éléments,
- ou résistance aux effets de l'explosion des appareils ou équipements dans lesquels peut se développer une explosion.

#### Article 7.5.2.4.4. Conception du système de dépoussiérage

En cas d'emploi de filtres ponctuels, l'exploitant devra s'assurer auprès du constructeur que ces systèmes sont utilisables dans des zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives.

#### Article 7.5.2.4.5. Charges électrostatiques

Les matériaux constituant les appareils en contact avec les produits doivent être conducteurs afin d'éviter toute accumulation de charge électrostatiques.

Les bandes de transporteurs, sangles d'élévateurs, canalisations pneumatiques, courroies. etc. doivent avoir des conductivités suffisantes de manière à limiter l'accumulation de charges électrostatiques.

#### Article 7.5.2.4.6. Emission de poussières

Les appareils à l'intérieur desquels il est procédé à des manipulations de produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières dans les locaux ou bâtiments où sont effectuées ces opérations.

Les sources émettrices de poussières sont capotées. Elles sont étanches ou munies de dispositifs d'aspiration et de canalisation de transport de l'air poussiéreux. Cet air est dépoussiéré au moyen de systèmes de dépoussiérage. Ce système d'aspiration doit être proportionné au système de manutention et doit être adapté en cas de modification des capacités de ce dernier.

#### Article 7.5.2.4.7. Fonctionnement des installations de transfert des produits

Les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés.

Les organes mobiles risquant de subir des échauffements sont périodiquement contrôlés et disposent de capteurs de température. De plus, ils sont disposés à l'extérieur des installations qu'ils entraînent.

Les élévateurs, transporteurs ou moteurs sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement. Ils sont asservis au fonctionnement de l'installation et doivent être reliés à une alarme sonore et visuelle.

Si le transport des produits est effectué par voie pneumatique la taille des conduites est calculée de manière à assurer une vitesse supérieure à 15 m/s pour éviter les dépôts ou bourrages.

#### Article 7.5.2.4.8. Conception des aires de chargement et de déchargement

Les aires de chargement et de déchargement sont:

- soit suffisamment ventilées de manière à éviter la création d'une atmosphère explosive,
- soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration.

Ces aires doivent être nettoyées aussi souvent que les nécessités d'exploitation l'exigent.

#### Article 7.5.2.5. Stockage de matières dangereuses

La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides au sens du règlement (CE) no 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) no 1907/2006 est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur. Les produits relevant de la rubrique 1630 sont stockés sur racks ou sur des étagères auxquels sont incorporés des bacs de rétention permettant de retenir 50 % du volume total de liquides susceptible d'être stocké.

#### Article 7.5.2.6. Stockage dans les chambres froides

Les produits stockés dans les chambres froides (produits à risque d'inflammabilité relevant de la rubrique 1432) sont stockés sur racks ou sur étagères. Pour les liquides inflammables, la rétention intérieure au bâtiment étant interdite, chaque chambre froide est reliée à une rétention déportée permettant de retenir 50 % du volume total de liquides inflammables susceptible d'être stocké. Un siphon coupe-feu permet d'isoler le réseau de chaque chambre froide. Un dispositif de protection est mis en œuvre en cas d'incident et oriente les écoulements vers la rétention déportée. Les zones où sont susceptibles de s'accumuler des vapeurs explosives (caniveaux, points bas de cuvette ...etc.) sont équipées de détecteurs d'atmosphère explosive. Une détection d'atmosphère explosive à 20% de la Limite Inférieure d'Explosivité (LIE) entraîne une alarme visuelle et une alarme sonore en local.

Dans le cas de stockage en racks, des produits non dangereux pourront être stockés au-dessus.

L'aire de stockage des produits dangereux doit être délimitée et matérialisée au sol si le local de stockage contient d'autres produits.

#### Article 7.5.2.7. Autres dispositions concernant les stockages

Les réservoirs mobiles ne doivent pas être entreposés dans des conditions où la température du gaz risquerait de donner naissance à une tension de vapeur supérieure à celle qui a servi de base au calcul de remplissage.

La disposition des lieux doit permettre l'évacuation rapide des bouteilles en cas d'incendie à proximité. Dans le cas de bouteilles, celles-ci doivent être stockées soit debout soit couchées à l'horizontale. Si elles sont gerbées en position couchée, les bouteilles situées aux extrémités doivent être calées par des dispositifs spécialement adaptés à cet effet.

Les dispositifs de rétention sont adaptés aux caractéristiques physiques et chimiques des produits qu'ils pourraient contenir.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les cuves de la zone cuverie, la cuve de fioul associé aux motopompes du sprinklage et les cuves d'acide et de base à la station d'épuration sont à double enveloppe.

#### Article 7.5.3. Travaux

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 7.1.1. et notamment celles recensées locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

#### **Article 7.5.4. Vérification périodique et maintenance des équipements**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

#### **Article 7.5.5. Consignes d'exploitation**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.4.1 ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

## **Titre 8 – Conditions particulières applicables a certaines installations de l'établissement**

### **Chapitre 8.1. Meilleures techniques disponibles**

#### **Article 8.1.1. Ratios associés aux meilleures techniques disponibles**

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) telles que définies en annexe 3, et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

A cet effet la consommation et le rejet des eaux ainsi que la consommation d'énergie, toutes énergies confondues, pour la fabrication des boissons rafraîchissantes sans alcool ne dépasseront pas les valeurs reprises dans le tableau ci-dessous :

boissons rafraîchissantes sans alcool	Phase de démarrage (production 290 000 m³/an)	En production nominale (477 240 m³/an)
(1) (2) Consommations	2,3	2,3
(1) Rejet d'eaux usées	1,15	1,15
(3) Consommations d'énergie	La valeur sera définie dès que la technique retenue pour les installations sera fixée	La valeur sera définie dès que la technique retenue pour les installations sera fixée

(1) en litre d'eau par litre de boisson produite

(2) y compris l'eau ingrédient

(3) en kWh par litre de boisson produite

#### **Article 8.1.2. Plans d'actions**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour respecter les valeurs imposées à l'article 8.1.1 du présent arrêté. Il décline ces dispositions sous la forme de plans d'actions précisant à minima les informations suivantes :

- Actions réalisées ;
- Économies associées ;
- Investissements nécessaires ;
- Échéance de mise en œuvre ;
- État d'avancement de l'action.

L'exploitant tient les plans d'actions à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 8.1.3. Système de management de l'efficacité énergétique**

L'exploitant met en place une organisation en matière d'efficacité énergétique au sein de son entreprise. Ce système de management de l'efficacité énergétique intègre :

- la définition par la direction d'une politique d'efficacité énergétique ;
- la planification et l'établissement des objectifs et des cibles ;
- la rédaction et la mise en œuvre de procédures nécessaires ;
- l'évaluation des indicateurs d'efficacité énergétique au fil du temps et la réalisation de comparaisons systématiques et régulières par rapport à des référentiels sectoriels, nationaux ou régionaux en matière d'efficacité énergétique ;
- la vérification des performances et l'adoption des mesures correctives ;
- l'examen critique du système par la direction.

#### **Article 8.1.4. Comptages eaux et énergies**

L'exploitant met en place des dispositifs de comptage ou des procédures permettant de déterminer et de calculer les consommations et les rejets d'eau ainsi que les consommations d'énergie de chaque secteur de fabrication (poches, briques/carton, PET/CSD – PET : polyéthylène, CSD Carbonated Soft Drinks (boissons gazeuses), PET aseptique, canettes).

### **Article 8.1.5. Nettoyage des installations**

Le choix et l'utilisation des agents nettoyants et désinfectants doivent permettre d'assurer une hygiène satisfaisant à la législation applicable, tout en tenant compte des incidences environnementales. Les technologies de nettoyage à sec et le nettoyage en place doivent être privilégiées.

Le recours à l'acide éthylène diamine tétra acétique (EDTA) et l'utilisation de biocides oxydants halogénés sont interdits.

### **Article 8.1.6. Énergie**

Les installations de génération et de transfert thermique sont convenablement isolées pour éviter les pertes de chaleur.

La température des stockages est maintenue à son niveau maximum permettant de garantir la qualité alimentaire et sanitaire des aliments.

## **Chapitre 8.2. Méthanisation**

### **Article 8.2.1. Implantation**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les lieux d'implantation de l'aire ou des équipements de stockage des matières entrantes et des digestats satisfont les dispositions suivantes :

- ils ne sont pas situés dans le périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine ;
- ils sont distants d'au moins 35 mètres des puits et forages de captage d'eau extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, des rivages et des berges des cours d'eau, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, à des industries agroalimentaires ou à l'arrosage des cultures maraîchères ou hydroponiques ; la distance de 35 mètres des rivages et des berges des cours d'eau peut toutefois être réduite en cas de transport par voie d'eau ;
- le digesteur est implanté à plus de 50 mètres des habitations occupées par des tiers, à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des logements dont l'exploitant ou le fournisseur de substrats de méthanisation ou l'utilisateur de la chaleur produite a la jouissance.

Les planchers supérieurs des bâtiments abritant les installations de méthanisation et, le cas échéant, d'épuration, de compression, de stockage ou de valorisation du biogaz ne peuvent pas accueillir de locaux habités, occupés par des tiers ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques nécessaires au fonctionnement de l'installation.

### **Article 8.2.2. Canalisations de fluides et stockages de biogaz**

Les différentes canalisations sont repérées par des couleurs normalisées (norme NF X 08-100 de 1986) ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent. Elles sont reportées sur le plan établi en application des dispositions de l'Article 7.1.1. du présent arrêté. Les canalisations en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion. Ces canalisations résistent à une pression susceptible d'être atteinte lors de l'exploitation de l'installation même en cas d'incident.

Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs.

Les raccords des tuyauteries de biogaz sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local.

### **Article 8.2.3. Comportement au feu des locaux**

Lorsque les équipements de méthanisation sont couverts, les locaux les abritant présentent :

- la caractéristique minimale de réaction au feu suivante : matériaux de classe A1 selon NF EN 13 501-1 (incombustible) ;
- les caractéristiques minimales de résistance au feu suivantes :
  - murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) :

- planchers REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;

Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieure à 30 minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à 30 minutes (indice 1).

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 8.2.4. Désenfumage**

Lorsque les équipements de méthanisation sont couverts, les locaux les abritant et les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont à commandes automatiques et manuelle. Leur surface utile d'ouverture :

- ne doit pas être inférieure à 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;
- est à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.

Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2 présentent les caractéristiques suivantes :

- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bifonctions sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ;
- la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;
- classe de température ambiante T00 (0 °C) ;
- classe d'exposition à la chaleur B 300 (300 °C) ;
- des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton sont réalisées cellule par cellule.

#### **Article 8.2.5. Cuves de méthanisation**

Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont munis d'une membrane souple ou sont dotés d'un dispositif de limitation des conséquences d'une surpression brutale liée à une explosion, tel qu'un évent d'explosion ou une zone de fragilisation de la partie supérieure de la cuve. Dans le cas où les équipements de méthanisation sont abrités dans des locaux, le dispositif ci-dessus est complété par une zone de fragilisation de la toiture.

Ils sont également équipés d'une soupape de respiration destinée à prévenir les risques de mise en pression ou dépression des équipements au-delà de leurs caractéristiques de résistance, dimensionnée pour passer les débits requis, conçue et disposée pour que son bon fonctionnement ne soit entravé ni par la mousse, ni par le gel, ni par quelque obstacle que ce soit.

Les dispositifs visés aux points ci-dessus ne débouchent pas sur un lieu de passage et leur disponibilité est contrôlée régulièrement et après toute situation d'exploitation exceptionnelle ayant conduit à leur sollicitation.

#### **Article 8.2.6. Destruction du biogaz**

L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation de celui-ci. Cet équipement est muni d'un arrête-flammes conforme à la norme EN 12874 ou ISO 16852. Dans le cas d'utilisation d'une torchère, le dossier d'enregistrement en précise les caractéristiques essentielles et les règles d'implantation et de fonctionnement.

Dans le cas où cet équipement n'est pas présent en permanence sur le site, l'installation dispose d'une capacité permettant le stockage du biogaz produit jusqu'à la mise en service de cet équipement.

#### **Article 8.2.7. Traitement du biogaz**

Lorsqu'il existe un dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter la teneur en H<sub>2</sub>S par oxydation, ce dispositif est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque.

#### **Article 8.2.8. Stockage du digestat**

Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de la quantité de digestat (fraction solide et fraction liquide) produite sur une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son épandage est soit impossible, soit interdit, sauf si l'exploitant ou un prestataire dispose de capacités de stockage sur un autre site et qu'il est en mesure d'en justifier en permanence la disponibilité.

La période de stockage prise en compte ne peut pas être inférieure à quatre mois.

Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit.

Les ouvrages de stockage de digestats liquides ou d'effluents d'élevage sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. Lorsque le stockage se fait à l'air libre, les ouvrages sont entourés d'une clôture de sécurité efficace et dotés, pour les nouveaux ouvrages, de dispositifs de contrôle de l'étanchéité. Un talutage périphérique permet de contenir à l'intérieur du site les digestats liquides en cas de ruine des ouvrages de stockage.

#### **Article 8.2.9. Surveillance de la méthanisation**

Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements dont une défaillance est susceptible d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de contrôle et de maintenance que l'exploitant tient à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.

L'installation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation et a minima de dispositifs de contrôle en continu de la température des matières en fermentation et de la pression du biogaz. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de vérification et spécifie, le cas échéant, les seuils d'alarme associés.

L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit. Ce dispositif est vérifié a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations.

#### **Article 8.2.10. Phase de démarrage des installations**

L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les dépressions est vérifiée lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés dans un registre.

Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion (inertage, dilution par ventilation...), qu'il met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.

Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.

#### **Article 8.2.11. Composition du biogaz et prévention de son rejet**

Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal.

La teneur en CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S du biogaz produit est mesurée en continu ou au moins une fois par jour sur un équipement contrôlé annuellement et étalonné à minima tous les trois ans par un organisme extérieur. Les résultats des mesures et des contrôles effectués sur l'instrument de mesure sont consignés et tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations classées pendant une durée d'au moins trois ans.

La teneur en H<sub>2</sub>S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à la sortie de l'installation est inférieure à 300 ppm.

#### **Article 8.2.12. Prévention des nuisances odorantes**

L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations et les entrepôts pouvant dégager des émissions odorantes sont aménagés autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux canalisés odorants sont, le cas échéant, récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz. Les sources potentielles d'odeurs (bassins, lagunes...) difficiles à confiner en raison de leur grande surface sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage en tenant compte, notamment, de la direction des vents dominants.

L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que les émissions d'odeurs soient aussi réduites que possible, et ceci tant au niveau de la réception, de l'entreposage et du traitement des matières entrantes qu'à celui du stockage et du traitement du digestat et de la valorisation du biogaz. A cet effet, si le délai de traitement des matières susceptibles de générer des nuisances à la livraison ou lors de leur entreposage est supérieur à vingt-quatre heures, l'exploitant met en place les moyens d'entreposage adaptés.

Les matières et effluents à traiter sont déchargés dès leur arrivée dans un dispositif de stockage étanche conçu pour éviter tout écoulement incontrôlé de matières et d'effluents liquides.

la zone de chargement est équipée de moyens permettant d'éviter tout envol de matières et de poussières à l'extérieur du site.

Les produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont stockés en milieu confiné (réceptifs, silos, bâtiments fermés...).

Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère.

### **Chapitre 8.3. Chauffage**

#### **Article 8.3.1. Implantation**

L'appareil de combustion est implanté de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Il est suffisamment éloigné de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables. L'implantation doit satisfaire aux distances d'éloignement suivantes (les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois de l'appareil) 10 mètres des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation, ou de tout stockage de matières combustibles.



### **Article 8.3.2. Accessibilité**

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie engins.

Un espace suffisant doit être aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

### **Article 8.3.3. Installations électriques**

Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur, doivent permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive.

### **Article 8.3.4. Contrôle de la combustion**

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

### **Article 8.3.5. Exploitation**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

### **Article 8.3.6. Combustible**

L'exploitant a la possibilité d'utiliser le biogaz issu du méthaniseur en mélange à hauteur de 5 % avec le gaz naturel.

### **Article 8.3.7. Entretien**

Le réglage et l'entretien de l'installation se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

L'installation et les appareils de combustion qui la composent doivent être équipés des appareils de réglage des feux et de contrôle nécessaires à l'exploitation en vue de réduire la pollution atmosphérique.

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien de la chaudière sont portés sur le livret de chaufferie.

## **Chapitre 8.4. Atelier de charge d'accumulateurs**

### **Article 8.4.1. Comportement au feu des bâtiments**

Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques minimales de réaction et de résistance au feu suivantes :

- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures ;
- couverture incombustible ;
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure ;
- pour les autres matériaux : classe M0 (incombustibles).

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation

#### **Article 8.4.2. Accessibilité**

Le bâtiment où se situe l'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Il est desservi, sur au moins une face, par une voie engins ou par une voie échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.

#### **Article 8.4.3. Ventilation**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines. Le débit d'extraction est donné par les formules ci-après suivant le type de batteries :

Pour les batteries dites ouvertes c'est-à-dire dégageant des gaz (hydrogène et oxygène) lors de l'opération de recharge :

- $Q = 0,05 n I$

Pour les batteries dites à recombinaison donc ne dégageant pas de gaz (hydrogène et oxygène) lors de l'opération de recharge :

- $Q = 0,0025 n I$  ;

ou

- $Q$  = débit minimal de ventilation, en  $m^3/h$  ;
- $n$  = nombre total d'éléments de batteries en charge simultanément ;
- $I$  = courant d'électrolyse, en A.

#### **Article 8.4.4. Protection individuelle**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'installation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

#### **Article 8.4.5. Localisation des risques**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité et avec l'aide éventuelle d'organismes spécialisés, les parties de l'installation présentant un risque spécifique pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou la maintien en sécurité de l'installation électrique.

Les parties d'installation présentant un risque spécifique tel qu'identifié ci-dessus, sont équipées de détecteurs d'hydrogène.

La recharge des batteries, en dehors des batteries à recombinaisons, est interdite hors des locaux de recharge.

#### **Article 8.4.6. Seuil de concentration limite en hydrogène**

Pour les parties de l'installation équipées de détecteur d'hydrogène, le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local sera pris à 25 % de la limite inférieure d'explosivité, soit 1 % d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.

Pour les parties de l'installation identifiées à l'article 8.3.5 non équipées de détecteur d'hydrogène, l'interruption des systèmes d'extraction d'air (hors interruption prévue en fonctionnement normal de l'installation) devra interrompre automatiquement également l'opération de charge et déclencher une alarme.

#### **Article 8.4.7. Moyens de secours spécifiques**

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

### **Chapitre 8.5. Installations de refroidissement**

#### **Article 8.5.1. Équipements frigorifiques clos**

##### **Article 8.5.1.1. Contrôle de l'accès**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter l'accès à l'installation ou, le cas échéant, au local de compression aux seules personnes autorisées.

##### **Article 8.5.1.2. Dégazage**

Toute opération de dégazage dans l'atmosphère est interdite, sauf si elle est nécessaire pour assurer la sécurité des personnes. Lorsqu'il procède à un dégazage, l'exploitant prend toute disposition de nature à éviter le renouvellement de cette opération.

Toute opération de dégazage ayant entraîné ponctuellement une émission de plus de 20 kilogrammes de fluides ou ayant entraîné au cours de l'année civile des émissions cumulées supérieures à 100 kilogrammes est consignée dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant porte ces opérations de dégazage à la connaissance du représentant de l'État dans le département.

##### **Article 8.5.1.3. Air**

L'exploitant prend toutes les mesures préventives réalisables afin d'éviter et de réduire au minimum les fuites et émissions de fluides.

Les équipements clos en exploitation sont régulièrement contrôlés selon les fréquences et dispositions prévues par les règlements (CE) n° 1005/2009 et n° 517/2014 susvisés et par les articles R. 543-79 et R. 543-81 du code de l'environnement.

##### **Article 8.5.1.4. Déchets**

Lorsque les substances visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 susvisé, qu'elles se présentent isolément ou en mélange, ou les produits contenant ces substances sont détruits, ils le sont par les techniques listées en annexe VII de ce règlement.

Lors du démantèlement d'une installation ou d'un équipement faisant partie d'une installation, le retrait et la récupération de l'intégralité du fluide sont obligatoires, afin d'en assurer le recyclage, la régénération ou la destruction.

##### **Article 8.5.1.5. Étiquetage des équipements contenant les fluides**

Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.

##### **Article 8.5.1.6. État des stocks de fluides**

L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.

##### **Article 8.5.1.7. Tuyauteries des équipements clos en exploitation**

Les sorties de vannes en communication directe avec l'atmosphère sont obturées (notamment, au moyen de bouchons de fin de ligne). Le calorifugeage des tuyauteries, lorsqu'il existe, du circuit frigorifique des équipements frigorifiques ou climatiques, y compris pompes à chaleur, est en bon état.

## **Chapitre 8.6. Prescriptions applicables aux dépôts et ateliers utilisant des peroxydes organiques**

### **Article 8.6.1. Implantation et aménagement général**

L'installation (dépôt, aire de stockage ou atelier) est conçue, implantée et protégée vis-à-vis des risques naturels (foudre, inondation, etc.) et des risques d'agressions qu'ils soient d'origine interne ou externe à l'établissement (incendie, explosion, chocs mécaniques, éclats, etc.).

La distance minimale séparant l'installation contenant des peroxydes et la limite de l'établissement est de 10 mètres.

### **Article 8.6.2. Prévention des risques et mesures de protection**

L'exploitation des installations (dépôt, aire de stockage ou atelier) est placée sous la responsabilité d'une personne nommément désignée par l'exploitant, dûment habilitée et spécialement formée aux dangers que représentent les peroxydes organiques et aux questions de sécurité.

Le dépôt ou l'aire de stockage est affectée uniquement au stockage des peroxydes organiques et des préparations en contenant. Il est interdit d'y placer d'autres produits, sauf justifications techniques rigoureuses apportées par l'exploitant et démonstration dans l'étude de dangers d'une maîtrise des risques suffisante. Dans ce cas de figure, une distance minimale de 10 mètres est respectée entre le stockage de peroxydes organiques et les autres produits stockés.

L'installation est mise en rétention. Cette rétention empêche tout ruissellement de liquides venant de l'extérieur dans le dépôt ou l'aire de stockage.

La rétention est conçue pour minimiser la surface de liquide susceptible de s'enflammer et pour empêcher une stagnation de produit répandu sous les peroxydes organiques stockés.

L'installation est conçue de manière à empêcher la propagation d'un déversement des produits stockés ou des eaux d'extinction d'une cellule à l'autre ou d'une aire de stockage à l'autre.

Un bassin d'urgence de récupération des eaux est mis en place. Son volume est calculé pour contenir les eaux d'extinction de l'ensemble des dépôts et aires de stockage pour une durée minima d'une heure.

Pour chaque dépôt, des dispositions constructives en toiture sont prises afin de s'affranchir des éventuels effets dominos provenant d'un incendie proche.

Si les emballages de peroxydes organiques sont regroupés (palette, îlot, etc.), la masse de ces regroupements ne dépasse pas 1 200 kg. Les regroupements de masse supérieure ne sont tolérés que lors du déchargement d'un véhicule de transport de capacité supérieure. Dans ce cas, au plus une demi-journée après l'arrivée du véhicule de transport, le reconditionnement en regroupements de 1 200 kg est effectif.

Pour éviter une décomposition auto-accélérée, un espace est maintenu autour des regroupements ainsi formés de manière à assurer une circulation d'air suffisante aux échanges thermiques entre les peroxydes organiques et leur environnement.

La température des peroxydes organiques est suivie de manière directe, ou à défaut de manière indirecte par une mesure de la température ambiante, afin de détecter le dépassement des seuils suivants

- T1, la température de première alerte ;
- T2, la température d'urgence.

Les températures T1 et T2 sont déterminées à partir de la température de décomposition auto-accélérée (TDAA) des peroxydes organiques et définies ci-après:

TDAA	T1	T2
$\leq 20^{\circ}\text{C}$	TDAA - $20^{\circ}\text{C}$	TDAA - $10^{\circ}\text{C}$
$20^{\circ}\text{C} < \text{TDAA} \leq 35^{\circ}\text{C}$	TDAA - $15^{\circ}\text{C}$	TDAA - $10^{\circ}\text{C}$
$\geq 35^{\circ}\text{C}^*$	TDAA - $10^{\circ}\text{C}$	TDAA - $5^{\circ}\text{C}$
*Pour les produits de TDAA supérieure ou égale à $50^{\circ}\text{C}$ et ne nécessitant pas de régulation de température pour le transport, les températures T1 et T2 sont respectivement $35^{\circ}\text{C}$ et $40^{\circ}\text{C}$ . L'utilisation de températures-seuils plus élevées est justifiée dans l'étude de dangers.		

La température de décomposition auto-accélérée des peroxydes stockés est déterminée selon une méthode tenant compte de la possibilité d'un stockage prolongé.

L'exploitant justifie les dispositifs qu'il convient de mettre en œuvre pour ne pas dépasser les températures T1 et T2. Il définit au travers de procédures des actions appropriées à mettre en œuvre en cas de dépassement des seuils ci-dessus. Il prévoit notamment une alarme visuelle et sonore qui est déclenchée automatiquement lorsque la température dépasse chacun des deux seuils T1 et T2, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Pour les aires de stockage, l'exploitant protège les emballages du rayonnement solaire direct et s'assure que la température dans l'environnement immédiat des emballages ne dépasse pas 40 °C.

L'introduction dans un lieu de stockage de peroxydes organiques s'effectue de façon à éviter une décomposition auto-accélérée par effet thermique.

Des dispositions sont mises en œuvre afin d'éviter tout risque d'introduction dans un dépôt ou dans l'aire de stockage d'un produit dont la température est supérieure à T2. Le cas échéant, le produit peut être stabilisé par tout moyen approprié.

L'emploi des peroxydes organiques est interdit à l'intérieur d'une cellule ou d'une aire de stockage.

Les appareils mécaniques utilisés à l'intérieur du dépôt ou sur l'aire de stockage, pour la manutention, ne présentent aucune zone chaude non protégée. Ils sont rangés après chaque séance de travail à l'extérieur du dépôt ou en dehors de la zone d'aire de stockage.

Le préfet peut autoriser que les peroxydes soient conservés dans des emballages autres que leurs emballages réglementaires de transport, ou que les emballages entamés soient réintroduits dans le stockage, sous réserve de justifications techniques apportées par l'exploitant prenant en compte les risques éventuels d'incendie ou d'explosion. Ces justifications permettent de déterminer les moyens de prévention et de protection à mettre en place contre les risques mentionnés précédemment.

#### **Article 8.6.3. Dispositions spécifiques aux dépôts stockant des peroxydes organiques**

Le dépôt comporte un dispositif permettant d'évacuer une éventuelle surpression résultant d'une décomposition ou du souffle de l'explosion d'une atmosphère explosive suite à la décomposition. Si une paroi soufflable est mise en place, elle est orientée du côté le moins fréquenté. Dans la zone susceptible d'être atteinte par des projections de la paroi soufflable, s'il se trouve notamment une voie publique ou un local occupé par un tiers, un merlon ou un autre dispositif formant un écran est interposé.

Les éléments de la structure du dépôt ainsi équipé résistent au souffle de l'explosion d'une atmosphère devenue explosive suite à une décomposition.

Les portes des cellules ne s'ouvrent pas vers l'intérieur et sont E 60.

Dans le cas des peroxydes organiques Gr1, le dépôt ne comporte qu'un seul niveau.

Lorsque le dépôt comporte une ou plusieurs cellules : la cellule est fermée et trois côtés a minima sont constitués de parois construites en matériaux de classe AI (incombustibles).

Les éléments de construction du dépôt sont de classe AI (incombustibles) et compatibles avec les peroxydes organiques stockés. Le sol du dépôt est imperméable et de classe AI (incombustible).

Les générateurs de chaleur ou de froid (chaufferie, groupe froid) sont installés à l'extérieur du dépôt et séparés par un mur de classe REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures). Une commande d'arrêt est située à l'extérieur du dépôt.

Des mesures sont prévues pour pallier une défaillance du système de réfrigération.

Si un peroxyde organique est susceptible de se solidifier, même partiellement, ou de présenter une ségrégation de phase sous l'effet d'une baisse de température, la cellule ou le dépôt est maintenue à une température minimale permettant d'éviter ces phénomènes.

Les dépôts contenant des peroxydes organiques susceptibles de créer des fumées et des gaz contenant des produits de décomposition toxiques (peroxydes organiques possédant notamment l'élément chlore ou la fonction acétique, etc.) lors d'un incendie sont équipés d'un système de lutte contre l'incendie, actionné automatiquement par un détecteur incendie ou de tout autre dispositif dont l'efficacité comparable a été démontrée. Le système de lutte contre l'incendie peut également être actionné manuellement. Le débit des appareils d'incendie, lorsqu'ils fonctionnent à l'eau, est au minimum de 10L/min/m2 de surface au sol pour une durée minimale d'une heure.

#### **Article 8.6.4. Ateliers employant des peroxydes organiques**

Dans le cas où l'atelier est installé dans un bâtiment où d'autres activités sont pratiquées, il est isolé par des parois (cloisons, plafond ou plancher) de classe REI 60 (coupe-feu de degré une heure). Si des ouvertures sont pratiquées, elles sont équipées de dispositifs appropriés permettant de prévenir la propagation d'un incendie d'un local à l'autre.

Le sol de l'atelier où sont installés les équipements contenant des peroxydes organiques est de classe AI (incombustible). Le sol de l'atelier est disposé de façon à constituer une rétention des égouttures, des écoulements accidentels, de sorte que les produits contenus dans les récipients ou les appareils ne puissent s'écouler au-dehors.

Le chauffage de l'atelier, s'il est indispensable, s'effectue par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau basse pression) ou par tout autre procédé présentant des garanties de sécurité comparables empêchant l'apparition de sources d'ignition.

Le transvasement et la manipulation des produits s'effectuent dans une zone prévue et aménagée à cet effet.

Le ou les modes opératoires pour la manipulation des peroxydes organiques sont définis et tenus à jour par l'exploitant. Dans l'atelier, la masse stockée ne dépasse la quantité nécessaire à une demi-journée de travail ou à une opération de fabrication et elle est maintenue dans un stockage temporaire.

Les résidus ne sont, en aucun cas, remis dans les récipients d'origine. Tout récipient ou emballage ayant déjà servi au stockage d'un peroxyde ne peut, en aucun cas, être réutilisé tel quel sur le site ou entreposé dans le dépôt ou sur l'aire de stockage.

## **Chapitre 8.7. Stockage des arômes**

### **Article 8.7.1. Conception du local**

Le local de stockage est réfrigéré (+ 4°). En cas de défaillance de l'installation de réfrigération, un suivi de la température de la chambre froide est mis en place avec un contrôle journalier et un enregistrement en continu vérifié et sauvegardé. En cas d'écart détecté, un basculement sur une procédure de gestion des non-conformités est effectué. Une matière est déclarée non conforme suite à la constatation de la dérive d'un équipement de mesure et de contrôle.

### **Article 8.7.2. Installations électriques**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

### **Article 8.7.3. Mise à la terre des équipements**

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux réglementations applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de liquides inflammables ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques seront reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise de terre unique. La continuité des liaisons présente une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre est inférieure à 10 ohms.

### **Article 8.7.4. Rétention des aires et locaux de travail**

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Un dispositif, empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément à l'article 5.1.4. du présent arrêté.

### **Article 8.7.5. Connaissance des produits, étiquetage**

L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

### **Article 8.7.6. États des volumes stockés**

L'exploitant est en mesure de fournir à tout instant une estimation des volumes stockés ainsi qu'un bilan quantités réceptionnées-quantités délivrées pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

### **Article 8.7.7. Détection et protection contre l'incendie**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment :

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un appareil ;
- d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site et notamment dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- d'un système d'alarme incendie avec report d'alarme ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles, et munie d'un couvercle ou par tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;
- d'au moins une couverture spéciale antifeu.

De plus, les stockages aériens de liquides inflammables sont également équipés d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil et que, d'autre part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont le dispositif de raccordement est conforme aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau prévue à l'alinéa précédent.

En outre, les stockages aériens de liquides inflammables de catégorie B sont également équipés :

- d'un système de détection automatique d'incendie approprié au produit ;
- d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté au risque à couvrir.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

#### **Article 8.7.8. Stockages aériens**

Les liquides inflammables sont stockés dans des récipients fermés, incombustibles, étanches, et portent en caractères lisibles la dénomination du liquide contenu. Ces récipients sont construits selon les normes en vigueur à la date de leur fabrication et présentent une résistance suffisante aux chocs accidentels.

Les liquides inflammables nécessitant un réchauffage sont exclusivement stockés dans des récipients métalliques.

L'utilisation, à titre permanent, de réservoirs mobiles à des fins de stockage fixe est interdite.

#### **Article 8.7.9. Isolement du réseau de collecte**

Lorsque le stockage comprend des réservoirs aériens, des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

### **Chapitre 8.8. Local sprinklage**

Le bâtiment est protégé par un système d'extinction automatique (sprinkler).

Les pompes du réseau d'extinction automatique sont installées dans un local spécifique, elles sont alimentées en eau par 2 réserves, situé à l'extérieur de ce local. Le dimensionnement des sources sera conforme aux normes NFS 62-210 à S 62-215, à la règle R1 de l'APSA, ou la règle NFPA13 ou tout référentiel équivalent.

Ce local présente les caractéristiques suivantes :

- séparation du local des autres locaux techniques par un mur REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- toiture coupe-feu REI 120 (de degré 2 heures) ;
- accessibilité au local uniquement depuis l'extérieur ;
- protection incendie ;
- ventilation naturelle.

### **Chapitre 8.9. Espaces naturels**

L'exploitant met en œuvre des dispositions visant à ce que les espaces annexes de l'unité de production soient l'occasion de maintenir une fonction d'accueil biologique et écologique. Ces dispositions participent au renforcement du corridor écologique local.

#### **Article 8.9.1. Protection des enjeux écologiques existants**

Les abords du ruisseau de l'Ange, les haies périphériques et les zones de délaissés ferroviaires constituent un enjeu tant en termes floristiques que faunistiques (oiseaux et chiroptères). L'ensemble de ces éléments sont préservés. Un balisage écologique en phase travaux est à opérer en cas de risque avéré (en fonction du calendrier de réalisation et des voies d'accès choisies par les entreprises en charge du chantier). Pour cela l'exploitant réalise une cartographie adaptée des sites sensibles au moment du lancement du chantier accompagnée des recommandations nécessaires à en garantir la préservation et communique ces éléments aux entreprises chargées des travaux et s'assure que les installations de chantier (base vie, stockages, accès....) ne sont pas susceptibles de compromettre la biodiversité locale.

À ce titre, et afin d'éviter les risques d'impacts sur la reproduction des espèces, il est préférable de réaliser les travaux de préparation des terrains et de construction en dehors des principales périodes de reproduction qui se situent globalement de mi-mars à mi-août. En fonction du calendrier des travaux, si des aménagements doivent être faits durant ces périodes, il sera procédé à une visite de site par un écologue afin de repérer des nids d'espèces remarquables. Un plan d'action pour protéger les nids repérés sera établi avec une association compétente.



### **Article 8.9.2. Suivi environnemental du chantier**

L'exploitant organise un suivi environnemental du chantier au fur et à mesure de son avancement. Pour cela il met en place une structure de coordination en charge de sa gestion. Celle-ci définit les modalités d'intervention et les préconisations d'usage avant l'intervention des entreprises extérieures. Elle s'assure de leur bonne information et du respect de ces recommandations. Elle traite les éventuelles difficultés rencontrées par les entreprises dans ce cadre. Elle dresse un bilan en fin de chantier en comparant l'état des milieux après les travaux à l'état initial. Elle propose les éventuelles mesures d'aménagement qu'elle juge opportune.

### **Article 8.9.3. création d'espaces verts**

Une haie bocagère est disposée sur la périphérie du terrain en limites Nord et Est, des arbres et des haies arbustives d'essences locales sont plantés sur la partie Sud-Ouest et Sud du site, une strate arbustive touffue masque le parking au Sud-Est du site.

L'aménagement des pelouses, et bosquets, doit utiliser des essences locales et rustiques, offrant des baies, graines, et abris. Si certaines pelouses doivent être très soignées, certains systèmes herbacés éloignés devront prendre modèle sur les friches herbacées actuelles. Les haies et bosquets doivent aider à renforcer les structures guides des clôtures. Les arbres devront être des essences locales, surtout dans les zones d'interface avec le milieu rural.

Les bassins de récupération des eaux pluviales font l'objet d'une valorisation écologique dans le respect des contraintes de sécurité.

## **Titre 9 – Surveillance des émissions et de leurs effets**

### **Chapitre 9.1. Programme d'auto surveillance**

#### **Article 9.1.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

#### **Article 9.1.2. mesures comparatives**

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

### **Chapitre 9.2. Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance**

#### **Article 9.2.1. Auto surveillance des émissions atmosphériques**

##### **Article 9.2.1.1. Auto surveillance des rejets atmosphériques**

##### **Article 9.2.1.1.1. Auto surveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses**

Les mesures portent sur les rejets suivants :

Paramètre	Fréquence
Débit	2 fois / an
O <sub>2</sub>	
Poussières totales	
SO <sub>2</sub>	
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	
Monoxyde de carbone CO	
COVNM	
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés *	la première année de fonctionnement
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés *	

Plomb (Pb) et ses composés *	avec le biogaz en mélange à 5 %
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés *	
Hydrocarbures aromatiques Polycycliques (HAP) *	

\* ces paramètres sont quantifiés durant la première année de fonctionnement avec le biogaz en mélange à 5 %. En fonction des résultats obtenus, et sur analyse critique, l'abandon de leur surveillance régulière pourra être envisagé après avis de l'inspection des installations classées.

Lorsque l'installation soit utilise des mélanges de combustibles dont un au moins a une teneur en soufre supérieure à 0,5 g/MJ, soit met en œuvre des dispositifs de désulfuration des gaz, une mesure en continu des oxydes de soufre dans les rejets est réalisée.

#### Article 9.2.1.2. Mesure comparatives

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence
Débit	Au moins tous les trois ans
O <sub>2</sub>	
Poussières totales	
SO <sub>2</sub>	
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	

Le premier contrôle est effectué six mois au plus tard après la mise en service de l'installation. À cette occasion, les teneurs en monoxyde de carbone et en composés organiques volatils (hors méthane) sont déterminées.

#### Article 9.2.2. Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

Ce dispositif est relevé chaque jour. Les résultats sont portés sur un registre. Ce registre, éventuellement informatisé, doit être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

#### Article 9.2.3. Auto surveillance des rejets aqueux

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Paramètre	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Remarques
<b>Eaux résiduaires avant épuration : N° I1 (Cf. repérage du rejet à l'Article 4.4.5)</b>			
Débit	mesure	journalier	
MES	prélèvement et analyse	journalier	Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés.  Les échantillons doivent être prélevés sur 24 heures proportionnellement au débit.
DCO			

AOx		une fois par an		
Eaux résiduaires après épuration : N° 1 (Cf. repérage du rejet à l'Article 4.4.5)				
Débit	mesure	continu		
pH				
Température				
MES	prélèvement et analyse	journalier	Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés.  Les échantillons doivent être prélevés sur 24 heures proportionnellement au débit.	
DCO				
DBO5	Hebdomadaire  La périodicité pourra être mensuelle si la représentativité est démontrée sur 6 mois. En cas de modification de production ou dérive, elle sera à nouveau hebdomadaire.			
Azote total (NGI)				
Ammonium (NH4)				
Phosphore total (PT)				
Couleur		une fois par an		
Eaux pluviales issues du rejet vers le milieu récepteur : N° 2 et N°3 (Cf. repérage du rejet à l'Article 4.4.5)				
MES	prélèvement et analyse	Ponctuelle, deux fois par an	Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés.	
DCO				
DBO5				
Hydrocarbures totaux				

#### Article 9.2.3.1. Mesure comparatives

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées sur le rejet N°2 selon la fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence
pH	Au moins une fois par an
Température	
MES	
DCO	
DBO5	
Azote total (NGI)	
Ammonium (NH4)	
Phosphore total (PT)	

#### Article 9.2.4. Auto surveillance des déchets

##### Article 9.2.4.1. Suivi des déchets

L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

#### Article 9.2.4.2. Déclaration

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

#### Article 9.2.5. Auto surveillance des niveaux sonores

##### Article 9.2.5.1. Mesures périodiques

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée six mois au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

### Chapitre 9.3. Suivi, interprétation et diffusion des résultats

#### Article 9.3.1. Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

#### Article 9.3.2. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées du mois précédent à l'article 9.2. du présent arrêté. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1 du présent arrêté, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Le rapport de synthèse du mois N est adressé avant la fin de chaque mois N+1 à l'inspection des installations classées.

Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

#### Article 9.3.3. transmission des résultats de l'auto surveillance des déchets

Les justificatifs évoqués à l'article 9.2.4 doivent être conservés cinq ans.

#### Article 9.3.4. Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2 sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

## **Chapitre 9.4. Bilans périodiques**

### **Article 9.4.1. Déclaration annuelle des émissions polluantes**

L'exploitant réalise, sur la base des mesures des polluants réalisées en application du présent arrêté ou par un bilan matière, une estimation annuelle des flux rejetés de ces différents polluants, qu'il tient à disposition de l'inspection des installations classées.

Il est en mesure d'expliquer les évolutions éventuelles de cette estimation d'une année sur l'autre.

Ces émissions font, le cas échéant, l'objet d'une déclaration annuelle dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

### **Article 9.4.2. Bilan annuel des performances**

L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des consommations et rejets en eau : le bilan fait apparaître les consommations pour les principaux postes consommateurs et les rejets en eau, l'évaluation de l'évolution des ratios du site ;
- des consommations énergétiques : le bilan fait apparaître les consommations pour les principaux postes consommateurs, l'évolution des ratios du site ;
- de l'état d'avancement des plans d'actions d'amélioration des performances du site. Cet état d'avancement précise les actions mises en œuvre en vue de réduire ses consommations en eau et en énergie ainsi que ses rejets en eau au cours de l'année écoulée, un chiffrage des économies ainsi réalisées et les actions planifiées pour l'année à venir.

### **Article 9.4.3. Dossier de réexamen**

Dans un délai de 12 mois à compter de la date de publication des décisions relatives aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables aux industries agro-alimentaires et laitières (code FDM), l'exploitant réalise le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement.

Ce dossier comporte à minima :

- des compléments et éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation initial portant sur :
  - les mentions des procédés de fabrication, des matières utilisées et des produits fabriqués ;
  - les cartes et plans ;
  - l'analyse des effets de l'installation sur l'environnement ;
  - les compléments à l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles prévus à l'article R. 515-59 accompagnés le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68.
- l'analyse du fonctionnement depuis le dernier réexamen ou, le cas échéant, sur les dix dernières années. Cette analyse comprend :
  - une démonstration de la conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à la réglementation en vigueur, notamment quant au respect des valeurs limites d'émission ;
  - une synthèse des résultats de la surveillance et du fonctionnement :
    - l'évolution des flux des principaux polluants et de la gestion des déchets ;
    - la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines prévue au e de l'article R. 515-60 ;
    - un résumé des accidents et incidents qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;
    - la description des investissements réalisés en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions.

En outre, lors du premier réexamen, le dossier comporte également le positionnement de l'établissement par rapport au rapport de base, établit selon la méthodologie définie dans le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base rendu nécessaire par la directive IED et le cas échéant, le rapport de base.

Le rapport de base est exigible lorsque les activités impliquent l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

Guillaume AFONSO

## Annexe 2 – Meilleures techniques disponibles

Les meilleures techniques disponibles visées à l'article 8.1.1 se définissent comme le stade de développement le plus efficace et avancé des activités et de leurs modes d'exploitation, démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base des valeurs limites d'émission visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble.

Par "techniques", on entend aussi bien les techniques employées que la manière dont l'installation est conçue, construite, entretenue, exploitée et mise à l'arrêt.

Par "disponibles", on entend les techniques mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le contexte du secteur industriel ou agricole concerné, dans des conditions économiquement et techniquement viables, en prenant en considération les coûts et les avantages, que ces techniques soient utilisées ou produites ou non sur le territoire, pour autant que l'exploitant concerné puisse y avoir accès dans des conditions raisonnables.

Par "meilleures", on entend les techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.

Les considérations à prendre en compte en général ou dans un cas particulier lors de la détermination des meilleures techniques disponibles dans des conditions économiquement et techniquement viables, compte tenu des coûts et des avantages pouvant résulter d'une action, sont les suivantes :

1. utilisation de techniques produisant peu de déchets ;
2. utilisation de substances moins dangereuses ;
3. développement des techniques de récupération et de recyclage des substances émises et utilisées dans le procédé et des déchets, le cas échéant ;
4. procédés, équipements ou modes d'exploitation comparables qui ont été expérimentés avec succès à une échelle industrielle ;
5. progrès techniques et évolution des connaissances scientifiques ;
6. nature, effets et volume des émissions concernées ;
7. dates de mise en service des installations nouvelles ou existantes ;
8. durée nécessaire à la mise en place d'une meilleure technique disponible ;
9. consommation et nature des matières premières (y compris l'eau) utilisées dans le procédé et l'efficacité énergétique ;
10. nécessité de prévenir ou de réduire à un minimum l'impact global des émissions et des risques sur l'environnement ;
11. nécessité de prévenir les accidents et d'en réduire les conséquences sur l'environnement ;
12. informations publiées par la commission en vertu de l'article 17, paragraphe 2, de la directive 2008/1/CE ou par des organisations internationales.



Guillaume AFONSO

### Annexe 3 - Plans de l'établissement

VU POUR ETRE ANNEXE  
à mon acte en date du  
05 MAI 2025

